



COORDINATION SUD



Partenaires pour un monde solidaire

RAPPORT ANNUEL 2023

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI).

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble, aujourd'hui, 184 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, ces organisations mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Pour le secteur associatif de droit français de la solidarité internationale, Coordination SUD, avec ses organisations membres, assure quatre missions : la promotion et la défense d'un environnement favorable à l'action et l'expression des organisations de la société civile (OSC), l'appui et le renforcement de ces mêmes OSC, la construction et la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde sur les politiques de solidarité internationale ; et enfin, la veille et la prospective sur la solidarité internationale et son secteur associatif, leurs évolutions et enjeux.

Coordination SUD, Rassembler et Agir pour la solidarité internationale

« Déchiffrer le monde réel en le dépouillant des visions et des valeurs dont la langue, toute langue, est porteuse, c'est en dérangeant l'ordre institué, en bouleversant les hiérarchies. »*

C'est aussi pourquoi Coordination SUD utilise l'écriture inclusive, à tout le moins non exclusive, pour l'ensemble de ses publications, tirée des orientations et principes suggérés par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) français.

Quelques petits changements d'habitude en plus de procédés de rédaction très simples et très concrets permettent de donner à écrire, lire, voir et comprendre le monde et les sociétés dans leur pluralité. Ainsi, cette publication repose sur :

- des formulations neutres (ex. présidence plutôt que président),
- des noms et adjectifs épicènes, (ex. responsable plutôt que chef),
- le dédoublement des mots (ex. citoyennes et citoyens) en respectant l'ordre alphabétique pour leur citation,
- l'accord de proximité avec le dernier nom, qu'il soit féminin ou masculin, singulier ou pluriel,
- un recours, si besoin est, au point médian.

Les visuels utilisés par Coordination SUD complètent cette expression inclusive évitant les stéréotypes de genre et bousculant nos réalités, et surtout leurs compréhensions.

* Annie Ernaux, Prix Nobel de Littérature 2022, Discours, Stockholm, 7 décembre 2022



Partenaires pour un monde solidaire

Dans un environnement qui s'est durci en 2023, Coordination SUD, forte de 179 organisations membres, incarne, avec chacune d'elles, l'engagement inébranlable en faveur de la solidarité internationale. Notre mission, ancrée dans une conviction profonde que la justice sociale, la réduction des inégalités et des vulnérabilités, le développement durable, sont essentiels, nous pousse à agir résolument pour transformer les dynamiques qui perpétuent les déséquilibres globaux et faire en sorte qu'une réponse soit apportée aux attentes croissantes des populations laissées pour compte, menacées, ou victimes, et au plein respect de leurs droits.

L'année 2023 a été la première d'engagement de nos nouvelles orientations stratégiques pour la période 2023-2028.

Dans notre démarche de plaidoyer, outre une réorganisation de nos espaces collectifs de travail, nous avons renforcé nos efforts pour contribuer aux politiques à différents niveaux et développé nos relations avec les médias. Nous nous sommes notamment érigés contre toute conditionnalité additionnelle à la loi de 2021 quant aux objectifs poursuivis par l'aide au développement, ou, pour défendre le respect du droit international humanitaire mis à mal dans divers conflits.

Les informations disponibles à date pour 2023 rendent compte d'une poursuite de la croissance des financements publics français à destination des organisations de la société civile, ce qui est à saluer. Une augmentation qui est cohérente avec l'ambition annoncée dans la stratégie société civile lancée par le MEAE mi-2023, à laquelle nous avons contribué, et qui a besoin d'être poursuivie, tout en évitant la chausse-trappe pour toutes les parties d'une quelconque instrumentalisation de ces financements.

Nous avons également contribué à la nouvelle stratégie humanitaire de la République française, présentée lors de la Conférence Nationale Humanitaire, en portant notamment la nécessité d'une aide humanitaire accrue, flexible et prévisible.

Par ailleurs, la jeunesse a été au cœur de notre stratégie. Nous avons cherché à favoriser la participation des jeunes à l'élaboration des politiques publiques et promu l'approche « Jeunes actrices », en insistant sur l'importance de leur intégration dans le dialogue et la prise de décision ici et là-bas.

Face aux défis environnementaux, l'espace Climat et Développement a été particulièrement actif, organisant divers échanges sur la réduction de l'empreinte carbone des opérations. La tenue de notre journée Vie associative au moment de l'ouverture de la COP28 a été l'occasion de souligner notre engagement pour agir en tenant toujours davantage compte des enjeux climatiques.

DANS UN CONTEXTE OÙ DES DROITS ET PRINCIPES SONT PARFOIS REMIS EN QUESTION, L'UNION ET L'ACTION COLLECTIVE SONT INDISPENSABLES.

À l'échelon européen, nous avons renforcé notre présence au sein de CONCORD Europe afin de promouvoir plus activement une Europe de la solidarité internationale. Nous avons plaidé pour des financements européens suffisants, adaptés aux besoins des populations les plus vulnérables, accessibles aux organisations à but non lucratif, et pour une politique extérieure européenne ambitieuse en matière d'égalité de genre. Nous avons également engagé une préparation active des élections européennes de 2024.

Le renforcement des capacités de nos membres, et plus largement des associations de solidarité internationale, est également au cœur de notre mission.

Le Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (FRIO) a conseillé et soutenu financièrement des projets qui facilitent des transformations structurantes au sein des organisations. Ce dispositif est primordial pour que les associations puissent continuer à réaliser leurs missions avec efficacité dans un environnement en constante évolution.

Nos programmes de formation ont maintenu une activité importante, en proposant des formations sur des sujets divers comme l'accès aux financements ou la gestion des ressources humaines, particulièrement appréciées des membres.

Dans le même temps, l'ONGLAB a été à nouveau cette année une plateforme très active pour décrypter les évolutions du secteur ; notamment avec la publication de l'étude « Acteurs et actrices de la solidarité internationale : quelle(s) mutation(s) ? » et la diffusion de ses résultats grâce à une dizaine d'événements auprès des membres et partenaires.

La Vie associative a joué un rôle pivot, en assurant que notre réseau reste solide et réactif aux besoins de ses membres. L'intégration de nouveaux membres a enrichi notre collectif.

Dans un contexte aussi évolutif que celui que nous traversons, où des droits et principes que nous pensions acquis, sont parfois remis en question, l'union et l'action collective sont indispensables.

Cette année a été le témoignage de notre engagement sans faille en faveur d'un monde plus juste comme en rendent compte ces illustrations des activités réalisées.

Je tiens à vous remercier, toutes et tous, pour votre engagement au sein de notre collectif, ainsi que l'équipe du secrétariat exécutif qui est à vos côtés et déterminée dans la réalisation des ambitions de solidarité qui sont les nôtres.

OLIVIER BRUYERON
Président Coordination SUD

SOMMAIRE



© Bastien AS - Shutterstock

Coordination Sud en dates

page 5

FACE À L'URGENCE, RENFORCER NOS ALLIANCES!

1. page 3

AVANT-PROPOS

Historique et mission	p. 6
Notre vision, nos valeurs et principes d'action	p. 7
Une éthique partagée, charte de Coordination SUD et ses membres	p. 8
Notre fonctionnement	p. 10
Nos 179 membres en chiffres en 2023	p. 12
Partenaires	p. 14
Réseaux d'appartenance	p. 15
Espaces de concertation et de dialogue	p. 16

2. page 17

NOS ACTIVITÉS EN 2023

La communication au service du collectif	p. 18
1. NOTRE VIE ASSOCIATIVE	p. 20
2. QUELLE(S) PLACE(S) & QUEL(S) ENJEU(X) POUR LES ONG DEMAIN ?	p. 22
3. APPUI ET RENFORCEMENT DES ONG	p. 24
4. CAHIER CENTRAL PARTENARIATS ET LOCALISATION DE L'AIDE	p. 29
5. MISSIONS MIXTES APPUI & PLAIDOYER	p. 33
6. PLAIDOYER	p. 41



© Action Education Afrique



© Pop & Zebra - Unsplash

3. page 49

NOS FINANCES

Le mot de la trésorière	p. 51
Compte emplois ressources	p. 53
Bilan	p. 54
Compte de résultat	p. 55

© Frida Aguilar Estrada - Unsplash



© Amref Health Africa/Kennedy Musyoka

4. page 56

ANNEXES

Annexe 1 : liste des membres de Coordination SUD	p. 57
Annexe 2 : sigles & abréviations	p. 59



AVANT- PROPOS

1. Historique et mission
2. Notre vision, nos valeurs et principes d'action
3. Une éthique partagée, charte de Coordination SUD et ses membres
4. Notre fonctionnement
5. Nos 179 membres en chiffres en 2023
6. Partenaires
7. Réseaux d'appartenance
8. Espaces de concertation et de dialogue

Coordination Sud en dates

JANVIER 2023

Publication du Panorama des financements accessibles aux ONG françaises

Guide présentant les principales sources de financement pour les ONG françaises avec des recommandations sur les modalités d'accès à ces financements.

> **APPUYER LES OSC DANS LEUR RECHERCHE DE FINANCEMENTS**

FÉVRIER 2023

Annulation des lignes directrices en matière de criblage par le Conseil d'État

Annulation le 10 février 2023 par le Conseil d'État des lignes directrices en matière de criblage au motif que l'obligation de criblage n'existe pas en l'état du droit.

> **PROTÉGER LES PRINCIPES D'INTERVENTION DES ONG**

MARS 2023

Tribune pour une réelle politique étrangère féministe européenne et de ses États membres

À l'occasion du 8 mars, Coordination SUD et 5 autres plateformes nationales d'ONG appellent l'Union européenne et les États membres à inscrire la politique étrangère de l'UE sur des principes féministes.

> **SOUTENIR UNE DIPLOMATIE FÉMINISTE POUR L'UNION EUROPÉENNE**

AVRIL 2023

Lettre ouverte au Président Macron

Lettre exhortant la France à maintenir sa trajectoire de financement pour la solidarité internationale.

Publiée par l'Humanité et Médiapart.

> **SOUTENIR LE 0,7 %**

MAI 2023

Campagne pour les élections européennes de juin 2024

Publication d'une note d'orientation pour influencer les programmes politiques des partis français aux élections européennes 2024.

> **PLAIDER POUR UNE EUROPE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

JUIN 2023

Trajectoire des financements publics français transitant par les OSC 2022-2027

Nouveau travail pour définir une trajectoire à horizon de 2027, travail reposant sur l'analyse de données du MEAE, de l'OCDE et de rapports d'organisations internationales (ONU, OCHA, etc.).

> **SOUTENIR L'INITIATIVE DES OSC**

JUIN 2023

En route vers 2030 !

Présentation du cadre stratégique de Coordination SUD 2023-2028 à l'occasion de l'Assemblée générale.

> **PROJETER COORDINATION SUD À 2030**

JUILLET 2023

Note de position sur l'équilibre prêt-don

Analyse en coopération avec la Coalition Eau, de la stratégie prêts-dons de la France en matière d'aide publique au développement et recommandations de Coordination SUD.

> **RECOMMANDER UNE APD MAJORITAIREMENT EN DONNS**

SEPTEMBRE 2023

Suspension des financements au Sahel

Conférence de presse en réaction à l'annonce de la suspension de l'APD française au Sahel.

> **REFUSER L'INSTRUMENTALISATION DE L'AIDE**

NOVEMBRE 2023

Tribune pour demander un cessez-le-feu à Gaza

Tribune de 13 organisations humanitaires et Coordination SUD appelant le gouvernement français à renforcer son action pour la protection des populations civiles, le respect du droit international humanitaire (DIH), et la garantie d'un accès humanitaire sûr et sans entrave à Gaza.

> **GARANTIR LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE**

NOVEMBRE 2023

Rapport CNDSI Agenda 2030

Coordination SUD a présenté le rapport du groupe de travail « Agenda 2030 » du CNDSI qui met en avant plusieurs recommandations visant à améliorer la contribution de la France à l'atteinte des ODD dans le monde.

> **CONTRIBUER À LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030**

DÉCEMBRE 2023

Recommandations pour protéger et garantir un espace humanitaire

Recommandations du collectif spécifiques à la protection de l'espace humanitaire portant sur la protection des personnels humanitaires, la politisation de l'aide, le respect du DIH, l'impact des régimes de sanction ; notamment dans le cadre de la prochaine SHRF et en préparation de la Conférence Nationale Humanitaire.

> **PROTÉGER L'ESPACE HUMANITAIRE**

DÉCEMBRE 2023

Comité de décision FRIO

Dernier comité de décision en décembre 2023. Bilan : 8 associations nouvellement soutenues dont 50 % est primo-accédante au dispositif.

> **ACCOMPAGNER LES OSC DANS LA CONSTRUCTION DE RÉPONSES INSTITUTIONNELLES ET ORGANISATIONNELLES**



© Bastian AS - Shutterstock

Face à l'urgence, renforcer nos alliances !

Coordination SUD s'est dotée fin 2022 d'une stratégie *En Route vers 2030 !* dont l'année 2023 a constitué le starting-block de ce qui s'annonce une véritable course de fond. C'est aussi la première année du nouveau triennal soutenu par l'AFD et la Fondation de France. Ce rapport témoigne de la vivacité de notre réseau sans laquelle notre stratégie ne pourrait avancer. On y appréciera les victoires comme les obstacles qui restent sur la route. Depuis 2023, le contexte de l'élaboration de cette stratégie évolue à grande vitesse. Plusieurs tendances se confirment avec force et d'autres marquent l'année :

- **Urgence décuplée de la transition climatique** : 2023 aura été de loin l'année la plus chaude jamais enregistrée. Selon l'ONU¹, les engagements actuels des pays nous mènent à 2 % de baisse des émissions entre 2019 et 2030 alors qu'on attend 43 % pour un réchauffement à 1,5°C !
- **Insécurité alimentaire** aux proportions intolérables : près de 300 millions de personnes, beaucoup de femmes et d'enfants, victimes de crise alimentaire aigue en 2023.
- **Apparition de nouveaux conflits mondiaux** et mise à mal du Droit international Humanitaire comme à Gaza ou **aggravation de crises** (Sahel, Soudan, Ukraine, Haïti...) Les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 443 milliards de USD (+ 6,8 % par rapport en 2022).²
- **Flambée des inégalités planétaires** profitant à un club de privilégiés. La Banque mondiale elle-même illustre en neuf graphiques 2023, l'année des inégalités³ !
- **Rétrécissement de l'espace civique** : 118 pays connaissent de graves restrictions en matière d'espace civique, selon CIVICUS⁴. En France, cette tendance aussi à l'œuvre⁵ nous affecte.
- **Vigueur des sociétés civiles** – des jeunesses- qui se mobilisent sur le terrain de l'injustice climatique, des droits des femmes, des personnes LGBTQI+ et des migrants menacés par un mouvement transnational réactionnaire et décomplexé.
- **Renouveau des débats sur la localisation de l'aide**, des voix réclamant la décolonisation de l'aide. Une centaine d'ONG ukrainiennes s'expriment dans une lettre ouverte⁶.

➤ **Arrêt brutal en France de la progression de l'APD**, confirmé en 2024 avec une coupe de 742 millions d'euros qui affectera des milliers de personnes. En 2023, l'OCDE pointe une baisse de 11 % de l'APD de la France alors qu'elle croît de 1,8 % dans le monde.

➤ **Consultation des OSC françaises** globalement à la peine

➤ **Choc de l'IA** : la pandémie a accéléré la transition digitale, le secteur explore le rôle de l'Intelligence artificielle⁷.

Face à ces défis, Coordination SUD, sûre de ses engagements, se fixe quelques priorités : la réaffirmation de **notre approche fondée sur les droits humains**, la défense de l'égalité de genre, la promotion des droits des jeunesses, des enfants, de la justice climatique... ; **la défense assidue de l'APD** et d'un environnement favorable ; des **alliances renforcées** avec nos partenaires français, européens et d'autres continents pour mieux nous outiller et contribuer à l'évolution du système de l'aide humanitaire et de la coopération ; une **réflexion accrue sur la localisation de l'aide** grâce à l'ONGLab et à notre dispositif FRIO ; un **renouvellement des récits** pour faire évoluer nos regards, redonner de l'éclat à la solidarité internationale et du pouvoir aux partenariats. Et en 2024 nous fêterons aussi nos 30 ans, une belle occasion de puiser de la force dans notre histoire pour nous retrouver et nous projeter avec élan et créativité vers 2030 !

JÉRÔME FAURÉ
Directeur exécutif

1. Rapport de l'ONU Climat 2023 (CNUCC)

2. Constat de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri).

3. <https://www.banquemonde.org/fr/news/feature/2023/12/18/2023-in-nine-charts-a-growing-inequality>

4. Rapport 2024

5. <https://civic-forum.eu/wp-content/uploads/2024/05/CIVIC-SPACE-REPORT-2024-FRANCE.pdf>

6. « Alors que les ONG internationales ont reçu des millions de dollars, nous n'avons quasiment pas été aidés. [...] Une part significative de ces financements est utilisée pour "développer nos compétences". C'est absurde. Nous avons les connaissances historiques, culturelles, linguistiques et nous comprenons les réalités locales pour agir efficacement. Développer nos compétences pour que l'on apprenne votre bureaucratie et cocher vos cases, au milieu d'un conflit, est irrespectueux, nous fait perdre du temps et a un impact direct et négatif sur nos actions.»

7. C'est le cas par exemple de MSF et l'UNICEF <https://fr.euronews.com/next/2023/10/27/des-organisations-humanitaires-investissent-dans-lia-pour-ameliorer-leur-travail>



Journée internationale des Migrant.e.s 2023 - FORIM.

① Historique et mission

Fondée en 1994, Coordination SUD est la plateforme nationale des ONG françaises. Elle rassemble, en 2023, 179 organisations de solidarité internationale, dont une centaine via six collectifs : CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire & Développement (CHD), CRID, FORIM, Groupe *initiatives*.

Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, les organisations membres de Coordination SUD mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de dé-

fense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Coordination SUD assure quatre missions principales :



VEILLE ET PROSPECTIVE

du secteur de la solidarité internationale via son ONGLAB : publication d'études, organisation de séminaires et ateliers, etc.



APPUI ET RENFORCEMENT

des ONG françaises : accompagnement organisationnel et institutionnel (FRIO), formations, club-métiers, etc.



INFLUENCE

par la présentation et la promotion de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



ENVIRONNEMENT FAVORABLE

pour promouvoir et défendre un environnement favorable à l'expression et à l'action des ONG de droit français de solidarité internationale.

Ses activités historiques en termes d'appui et de plaidoyer font de Coordination SUD un élément de référence, aussi bien à travers ses expertises que par les réponses apportées aux besoins exprimés par ses organisations membres et aux sollicitations de ses organisations partenaires et interlocutrices. Au cœur de la structuration des

associations de solidarité internationale, Coordination SUD travaille selon le principe de subsidiarité. Ses activités d'analyse, de renforcement et de plaidoyer, si elles bénéficient en premier lieu à ses organisations membres, sont mises à la disposition de toutes et tous, et ce, bien au-delà du seul secteur de la solidarité internationale.

② Notre vision, nos valeurs et principes d'action

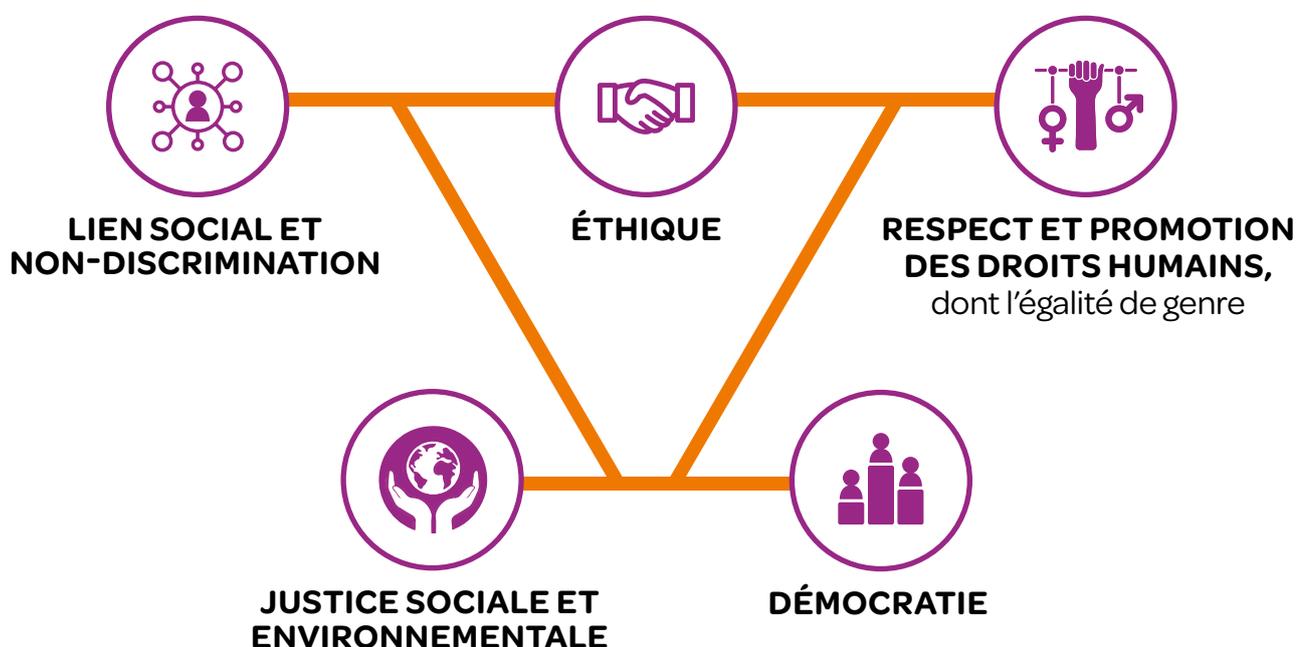
NOTRE VISION

Dans leur diversité, Coordination SUD et ses organisations membres agissent pour :



un monde où la participation de toutes et tous est mobilisée pour promouvoir une humanité sans pauvreté, sans inégalités et sans injustices ; un monde de solidarité et d'égalité où les droits humains et l'environnement sont respectés."

NOS VALEURS



NOS PRINCIPES D'ACTION

1 Un principe de représentation de la diversité des ONG françaises

Coordination SUD tire sa légitimité de ses organisations membres, ONG ou collectifs d'ONG, faisant d'elle le collectif le plus représentatif des organisations françaises de solidarité internationale. Elle s'emploie à représenter leur diversité et leur pluralité et s'appuie pour cela sur sa capacité à faire vivre le réseau et à mobiliser ses organisations membres. Rejointe par différentes ONG, Coordination SUD veille sans cesse aux équilibres et aux complémentarités. La valorisation de la diversité qui la compose est une richesse à laquelle Coordination SUD tient et sur laquelle elle s'appuie pour la mise en œuvre de son projet.

2 Un principe de subsidiarité

Coordination SUD fonctionne avec ses membres de manière à construire une action globale et cohérente. Elle joue ainsi un rôle de mise en relation de ses organisations membres, en favorisant la fluidité, la cohésion et la valorisation des effets des actions collectives. En externe, ce principe s'illustre par le développement de partenariats et d'alliances. L'échelle d'action de Coordination SUD est d'abord nationale et elle développe, autant que nécessaire, des alliances avec des acteurs et actrices ou des coalitions d'ONG de solidarité internationale, avec d'autres organisations actrices associatives, par exemple, au sein du Mouvement associatif, avec le secteur académique et les think tank, avec des organismes acteurs au service des ONG (prestataires, secteur bancaire, etc.). Aux niveaux européen et international, Coordination SUD agit aussi au sein des réseaux dont elle est membre : CONCORD Europe et Forus International.

③ Une éthique partagée, charte de Coordination SUD et ses membres

PRÉAMBULE

Coordination SUD et ses organisations membres partagent une éthique basée sur une vision et des principes communs. Elle constitue le fondement des rapports de confiance entre Coordination SUD et ses membres, et leurs parties prenantes.

VISION DE COORDINATION SUD

Dans leur diversité, Coordination SUD et ses organisations membres agissent pour :

« Un monde où la participation de tous et toutes est mobilisée pour promouvoir une humanité sans pauvreté, sans inégalités et sans injustices ; un monde de solidarité et d'égalité où les droits humains et l'environnement sont respectés. »

PRINCIPES ÉTHIQUES

Gouvernance et vie associative

Coordination SUD et ses organisations membres veillent à mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de gouvernance. Elles définissent un projet associatif, une mission, une organisation et un processus décisionnel clairs et cohérents. Elles appliquent les procédures dont elles se sont dotées en respect des valeurs des projets associatifs, en particulier de celui de Coordination SUD, dont elles se revendiquent. Elles veillent à ce que leurs activités y répondent et s'y conforment.

À cet effet, elles informent et forment leurs personnels, leurs volontaires et leurs bénévoles sur les conduites à tenir dans tous leurs champs d'implication.

Coordination SUD et ses membres associent à leurs réflexions et leurs activités les différentes parties prenantes, favorisant ainsi la construction collective.

Engagement citoyen

Coordination SUD et ses organisations membres œuvrent pour un cadre national et international favorable à la vie démocratique. Elles favorisent la participation citoyenne, ici et là-bas, et défendent la liberté d'association.

Elles s'assurent que leurs actions contribuent à promouvoir la solidarité internationale et l'engagement individuel et collectif de la société civile.

Respect des personnes

Coordination SUD et ses organisations membres s'engagent à garantir et promouvoir le principe d'humanité en toutes circonstances, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Onu, 1948), de ses protocoles et conventions additionnels.

Elles luttent contre toutes les formes de domination et discrimination, ici et là-

bas, en leur sein et à l'extérieur. Elles mettent en place des procédures spécifiques pour prévenir et traiter les cas d'atteinte à l'intégrité physique et psychique des personnes, en particulier les violences sexistes et sexuelles. Ces procédures incluent la transparence sur les cas avérés, des mesures internes de sanction et le signalement à la justice¹.

Indépendance

Coordination SUD et ses organisations membres œuvrent pour l'intérêt général. Dans leur gouvernance et leurs actions, elles veillent à leur indépendance vis-à-vis des partis politiques, des institutions publiques et des intérêts privés, afin d'assurer le respect de leurs projets associatifs respectifs et de leur liberté d'initiative.

Financements

Coordination SUD et ses organisations membres se donnent les moyens d'être vigilantes quant à la provenance et à l'utilisation des fonds dont elles bénéficient. À cet égard, Coordination SUD et ses organisations membres veillent au respect des valeurs de leur projet associatif, en cohérence avec celles partagées collectivement.

Partenariat équitable

Coordination SUD et ses organisations membres s'assurent que leurs actions sont fondées sur des partenariats équitables, respectueux de la souveraineté de toutes les parties, au service d'un projet politique et social pour des sociétés inclusives. Elles agissent selon les principes de la subsidiarité. Les actions sont coconstruites. Les besoins locaux doivent être pris en compte, et leur inscription effective dans les politiques publiques doit être recherchée.

Ce principe de partenariat vise une coopération mutuellement bénéfique, qui repose sur une coresponsabilité pour garantir la pertinence et la pérennité des actions entreprises.

Amélioration continue

Coordination SUD et ses organisations membres cherchent continûment à avoir un regard critique sur leurs propres pratiques à travers le suivi, l'évaluation et la capitalisation de leurs actions. Elles tirent parti des connaissances accumulées par elles-mêmes, leurs partenaires, leurs pairs ainsi que toute autre partie prenante, en vue de favoriser une démarche d'amélioration continue de leurs pratiques.

Coordination SUD et ses organisations membres partagent leurs connaissances et leurs expériences au sein du collectif qu'elles forment, ainsi qu'avec leurs parties prenantes, participant ainsi de l'enrichissement collectif des savoirs.

Transparence et redevabilité

Coordination SUD et ses organisations membres agissent avec transparence dans le partage d'information sur leurs activités. Elles mettent à disposition des parties prenantes des informations détaillées et compréhensibles, démontrant qu'elles agissent de manière responsable et cohérente sur les plans éthique, humain, social, environnemental, économique et financier.

CONCLUSION

Coordination SUD et ses organisations membres sont signataires de la présente charte *Une éthique partagée*. Elles garantissent sa mise en œuvre en leur sein. Elles rendent compte, par des mécanismes adaptés, du respect et du suivi de cette charte éthique.

Texte adopté le 20 juin 2019 en assemblée générale.

¹ Les organisations signataires de la charte mettront en œuvre tous ces principes selon les éléments d'interprétation établis dans le document présentant les outils de suivi et d'accompagnement.



© Coordination SUD

Assemblée générale de Coordination SUD, le 27 juin 2023, à Paris.

NOTRE MODE DE GOUVERNANCE AU 31 MARS 2024

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

PROPOSE les orientations stratégiques à la validation de l'AG et décide des modalités de leur mise en œuvre

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RESPONSABLE DU SUIVI de la mise en œuvre des décisions du CA et du bon fonctionnement de l'association

BUREAU

PRÉPARE et opérationnalise les décisions du CA, et assure le fonctionnement de l'association

SECRÉTARIAT EXÉCUTIF

ANALYSE & PLAIDOYER

ESPACES COLLECTIFS DE TRAVAIL

- ▶ Politiques publiques
- ▶ Enjeux Développement
- ▶ Enjeux Humanitaires
- ▶ Et leurs groupes de travail respectifs

GROUPES DE SUIVI TRANSVERSAUX

- ▶ Enjeux Genre
- ▶ Enjeux Europe

ESPACES FINANCÉS

- ▶ Climat
- ▶ Jeunesses

GROUPES DE RÉFLEXION AUTONOMES

- ▶ ECSI
- ▶ Migrations
- ▶ Santé

MEMBRES & ORGANISATIONS INVITÉES

OngLAB

- ▶ Comité d'orientation stratégique
- ▶ Veille & prospective
- ▶ Études & publications
- ▶ Ateliers & rencontres

MEMBRES & NON-MEMBRES

VIE ASSOCIATIVE

- ▶ Stratégie d'adhésion
- ▶ Adhésion & suivi
- ▶ Charte éthique
- ▶ Stratégie territoriale
- ▶ Stratégie partenariale

MEMBRES

APPUI & RENFORCEMENT

- ▶ FRIO accompagnement
- ▶ FRIO capitalisation & revue de projets
- ▶ Formation

MEMBRES & NON-MEMBRES

- ▶ Club métier RH
- ▶ Club métier Accès aux financements
- ▶ Club métier Gestion financière
- ▶ Groupe audit et contrôle

MEMBRES

METTENT À DISPOSITION du collectif leurs compétences tout comme leur temps pour construire une expertise et des positions communes

RESPONSABILITÉ = personne référente administratrice du CA
Co-animation d'une personne cheffe de file, désignée par l'espace concerné
Construction et déclinaison des positions et actions du collectif

CONCEPTION et déclinaison des activités d'appui et d'accompagnement :
Renforcement institutionnel et organisationnel
Échanges de pratiques
 Formation

④ Fonctionnement

NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2023



PRÉSIDENT
Olivier Bruyeron
Gret, responsable
des partenariats et
des projets innovants



VICE-PRÉSIDENTE
Anouchka Finker
La Chaîne de l'espoir,
directrice générale



VICE-PRÉSIDENT
Thierry Mauricet
CHD, co-président,
PUI, directeur général



VICE-PRÉSIDENT
Jan Robert Suesser
Crid, administrateur



TRÉSORIÈRE
Catherine Giboin
Fondation Médecins
du Monde, présidente



ADMINISTRATEUR
Mehdi Achour
ActionAid France,
directeur général



ADMINISTRATEUR
Frédéric Apollin
AVSF, directeur général



ADMINISTRATRICE
Rachel Chambolle
CLONG-Volontariat,
coordinatrice



ADMINISTRATRICE
Elora Hervé
CNAJEP, responsable
des programmes
internationaux/Fédération
Léo Lagrange



ADMINISTRATEUR
Alexandre Anjuere
Électriciens sans
frontières, délégué général



ADMINISTRATRICE
Oriane Del Taglia
Engagé-e-s et
Déterminé-e-s,
déléguée générale



ADMINISTRATEUR
Nicolas Laurent
Forim,
directeur exécutif



ADMINISTRATRICE
**Marie-Noëlle
Reboulet**
Groupe *Initiatives*,
présidente



ADMINISTRATRICE
Anne Héry
Handicap International,
directrice du plaidoyer



ADMINISTRATRICE
**Marie-Michèle
Legrand**
PAFHA, membre
de la PAFHA



ADMINISTRATRICE
Yolaine Guérif
Partage, directrice
générale



ADMINISTRATEUR
Mahieddine Khelladi
Secours Islamique France,
directeur général



ADMINISTRATEUR
Alexandre Engelhorn
Secours populaire
français, directeur
financier SPF / membre
du Conseil national



ADMINISTRATEUR
Kévin Goldberg
Solidarités International,
directeur général



ADMINISTRATRICE
Florine Pruchon
SOS Villages d'Enfants,
responsable
du pôle plaidoyer



ADMINISTRATRICE
Maud Lhuillier
Un enfant par la main,
directrice

NOTRE ÉQUIPE SALARIÉE AU 31 MARS 2024



DIRECTEUR EXÉCUTIF
Jérôme Fauré



RESPONSABLE
COMMUNICATION
& ÉDITORIAL
Marie-Pierre Liénard



COORDINATRICE
ACTIVITÉS PLAIDOYER
Élodie Barralon



COORDINATRICE
DES ACTIVITÉS APPUI
ET RENFORCEMENT
Leslie Sobaga



DIRECTEUR EXÉCUTIF
ADJOINT
Matthieu Moriamez



CHARGÉ D'ÉTUDE ET
ANALYSE OngLAB
Vincent Pradier



RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
**Pierre-Nicolas
Antoniw**



CHARGÉ DE MISSION
COMMUNICATION WEB
Ludovic Djomantin



CHARGÉE DE MISSION
ENJEUX HUMANITAIRES
& LBC-FT
Roxane Grisard



CHARGÉE DE MISSION
FORMATION
**Liza Gatineau
Radelli**



CHARGÉE D'ÉTUDE ET
ANALYSE OngLAB
Anna Diaz



CHARGÉE D'APPUI
RH, COMPTABLE ET
ADMINISTRATIF
Lisa-Marie Réa



CHARGÉ DE MISSION
ENJEUX DÉVELOPPEMENT
& ENVIRONNEMENT
FAVORABLE
Martin Kemp



CHARGÉ DE MISSION FRIO
& RH
Pierre Heurtier



CHARGÉ DE MISSION
POLITIQUES PUBLIQUES
ET APD
Corentin Martiniault



CHARGÉE DE MISSION
FRIO ET QUALITÉ
Anaïs Tamani



CHARGÉ DE MISSION
ENJEUX EUROPE
Nicolas Paris



CHARGÉE DE MISSION
ENJEUX GENRE
& ENVIRONNEMENT
FAVORABLE
Mélanie Pelascini

En 2023, ont également participé à la vie du collectif :
Diary Ba, chargée de mission Gestion financière et accès
aux financements, Reynald Blion, directeur exécutif,
Noa Boulogne, assistante de mission Plaidoyer, Caroline
Correia, chargée de mission Analyse et plaidoyer,
Nathalie Dubreuil, Attachée de direction – chargée
RH & services généraux, Jean-Luc Galbrun, chargé de
mission Analyse et plaidoyer, Arnaud Merle d'Aubigné,
chargé de mission Analyse et plaidoyer, Alexandra
Sacchi, Responsable administratif et financier / RH.



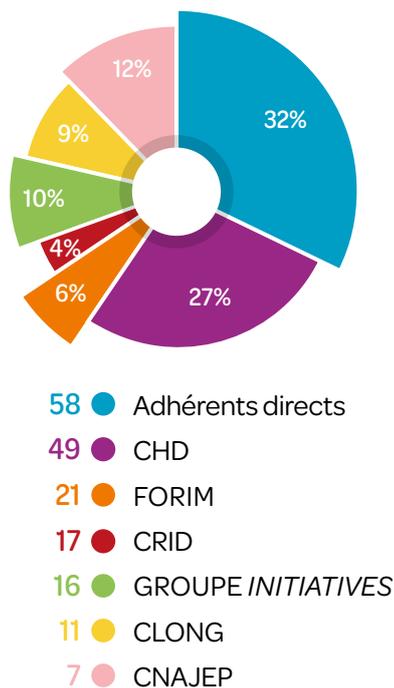
© Commerce équitable France

Le 28 juin 2023, les membres du collectif Commerce Équitable France se sont réunis pour participer à l'Assemblée Générale de l'association.

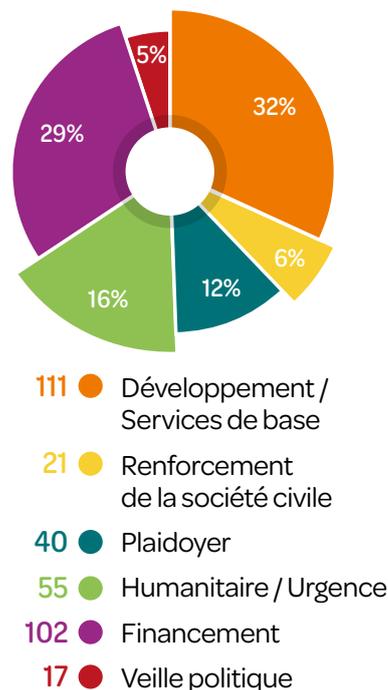
③ Nos 179 membres en chiffres en 2023

Pour répondre à ses missions, Coordination SUD s'appuie sur ses membres, ONG et collectifs représentatifs d'une société civile engagée pour la solidarité internationale.

MODALITÉS D'ADHÉSION



TYPE D'ACTIONS DES ORGANISATIONS MEMBRES

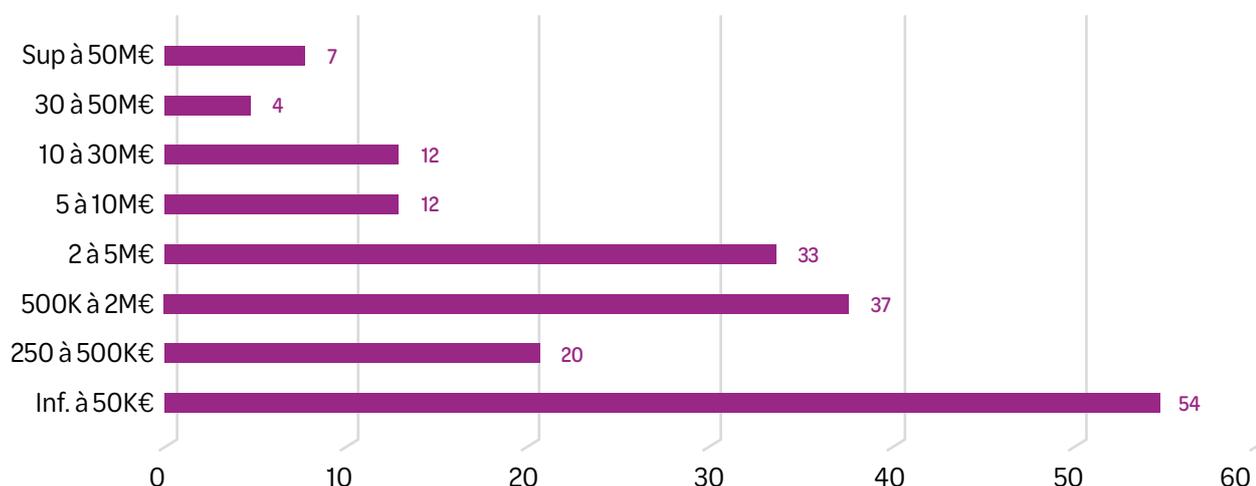


© Antoine Monégier du Sorbier / ActionAid France

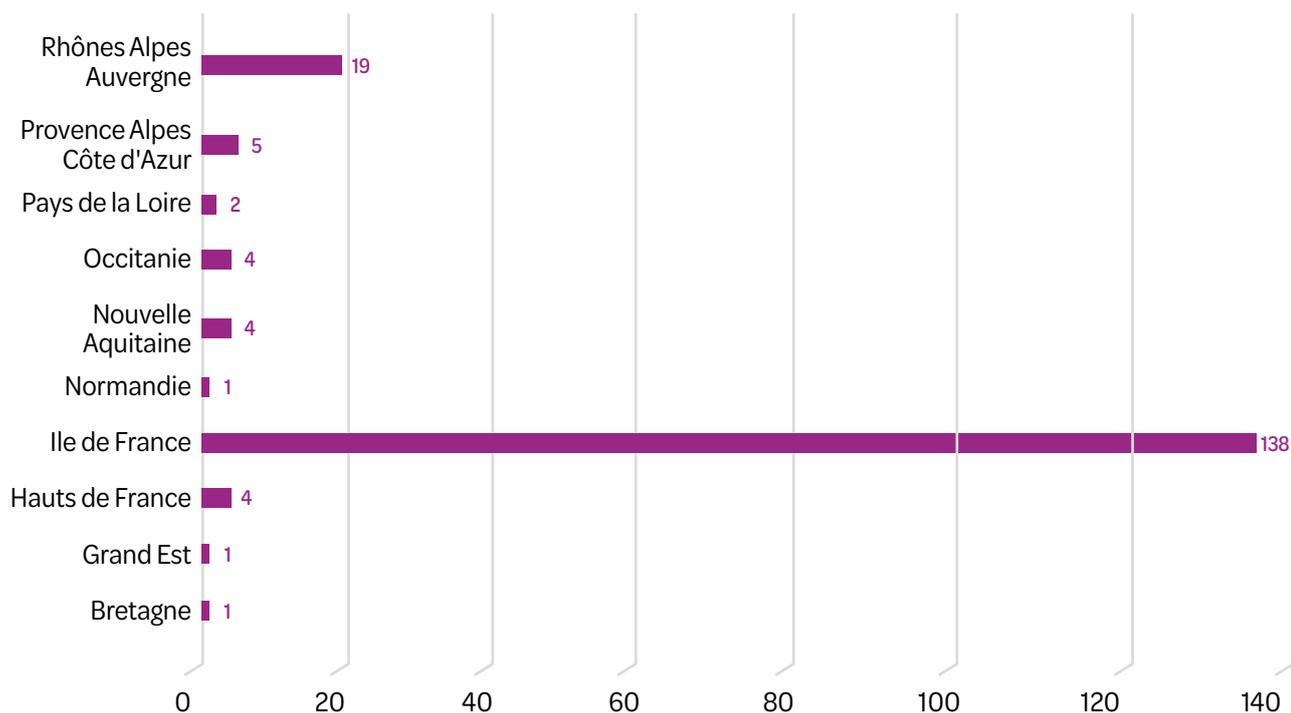


Le 18 juin 2023, ActionAid France a organisé à Paris, au "Hasard Ludique", une journée d'échanges et d'information autour du webdocumentaire "Les Maux de notre alimentation", sur les atteintes aux droits humains dans l'agro-industrie en Équateur.

BUDGET DÉDIÉ À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



LOCALISATION DES ORGANISATIONS MEMBRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



8 Partenaires



Signature le 15 mai 2023 d'une convention de partenariat avec Save The Children France, Paris.



La Coalition eau est un regroupement

d'une trentaine d'ONG françaises engagées dans la promotion d'un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement pour toutes et tous, tout en préservant les ressources en eau.

>>> coalition-eau.org



La Coalition éducation rassemble vingt organisations de la société civile française : syndicats, associations de solidarité internationale, ONG de défense du droit à l'éducation, organisations d'éducation populaire. Elle revendique le droit à l'éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables, et affirme que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.

>>> coalition-education.fr



La Croix-Rouge française, ce sont plus de 70 521 bénévoles et 17 021 personnes salariées présents sur l'ensemble du territoire. Auxiliaire des pouvoirs publics

dans ses missions humanitaires, la Croix-Rouge française mène un combat de tous les instants pour soulager la souffrance humaine.

>>> croix-rouge.fr



Evaluer • Echanger • Eclairer

Le **F3E**, créé en 1994, réunit plus de quatre-vingt acteurs et actrices majeures du secteur de la coopération et de la solidarité internationale en France. C'est une organisation actrice originale et essentielle pour l'évaluation et l'observation des pratiques du secteur de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée.

>>> f3e.asso.fr



Le Groupe Enfance de la Coordination Humanitaire et Développement

est un regroupement d'ONG dédiées à la défense et à la promotion des droits de l'enfant. Depuis 2014, le groupe agit pour que la société civile et les pouvoirs publics, en particulier français, contribuent à une réelle effectivité des droits de l'enfant dans le monde, et en particulier dans les pays partenaires de l'aide au développement et de l'aide humanitaire de la France.

>>> groupe-enfance.org



ONE est un mouvement mondial qui fait campagne pour en finir avec l'extrême pauvreté et les maladies évitables d'ici 2030,

afin que chacune et chacun, partout dans le monde, puissent mener une vie digne et pleine de possibilités. ONE France, le bureau français du mouvement mondial installé à Paris, est partenaire de Coordination SUD depuis 2019.

>>> one.org



Lancé il y a plus de vingt ans, le **Festival des solidarités** est un rendez-vous international pour promouvoir et célébrer

une solidarité ouverte au monde et aux autres. Chaque année en novembre, associations, collectivités, établissements scolaires, structures socioculturelles, actrices et acteurs de l'économie sociale, groupes de citoyennes et citoyens, etc. organisent plus de 4 400 animations conviviales et engagées pour donner aux publics de tous âges l'envie d'agir pour un monde juste, solidaire et durable. Le projet est porté par le CRID, collectif membre de Coordination SUD.

>>> <https://www.festivaldessolidarites.org/>



Save the Children

En 2023, **Save The Children**

France a rejoint le collectif. Ne pouvant devenir membre au regard des critères d'adhésion statutaires (moins de 3 ans d'ancienneté pour Save The Children en France), Save The Children France a conclu une convention de partenariat avec Coordination SUD. Grâce à son travail dans 113 pays, Save The Children la priorité aux enfants les plus démunis et marginalisés, en les aidant à survivre, à apprendre et à réaliser leur plein potentiel.

>>> www.savethechildren.net

© Concord Suède



Réunion du projet EUPP en présence de Concord Europe, Concord Suède, Fors (Rép. tchèque), 25 mai 2023, Stockholm, Suède.

⑩ Réseaux d'appartenance



Fondée en 2009, l'**Alliance des avocats pour les droits de l'homme (AADH)** coordonne un soutien juridique neutre, gratuit et confidentiel auprès des organismes, associations et institutions dédiés à la protection des droits humains et de l'environnement. Plus de 26 000 avocates et avocats bénévoles proposent leurs compétences sous la forme de consultations écrites, en réponse à l'ensemble des problématiques juridiques rencontrées.

>>> aadh.fr



Instance de représentation politique du secteur associatif français, le **Mouvement associatif** représente 700 000 associations (une sur deux) à travers ses organisations membres, réparties en quatre composantes : coordinations, groupements, collectifs d'expertes et experts et mouvements associatifs régionaux. Il est présent dans treize régions françaises.

>>> lemouvementassociatif.org



CONCORD, la Confédération européenne des ONG de solidarité internationale et développement durable, est composée de 57 organisations membres représentant au total plus de 2 600 ONG soutenues par des millions de citoyennes et citoyens à travers l'Europe.

>>> concordeurope.org



Forus est un réseau international innovant pour une société civile actrice d'un véritable changement social qui regroupe 69 plateformes nationales d'ONG et 7 coalitions régionales d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et du Pacifique, représentant plus de 22 000 organisations au total.

>>> forus-international.org

11 Espaces de concertation et de dialogue

Conseil Économique, Social, et Environnemental (CESE)

Coordination SUD est représentée au sein du CESE, depuis 2021, par Jean-Marc Boivin, Président du groupe des associations au sein de l'institution, notamment membre de la commission des affaires européennes et internationales. Il a porté en 2023 un avis intitulé « Développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales : se donner les moyens d'agir ». L'avis, adopté et publié au Journal Officiel, reprend de nombreux messages de Coordination SUD sur la solidarité internationale et l'aide publique au développement.

POUR ALLER PLUS LOIN



CESE (juin 2023). Avis, [Développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales : se donner les moyens d'agir](#).

Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI)

Olivier Bruyeron, Président de Coordination SUD, est membre du CNDSI et préside le collège des associations de solidarité internationale. Quatre réunions du CNDSI ont eu lieu en 2023, permettant des échanges avec la Ministre et la Secrétaire d'État (Ukraine, Gaza, CICID, Sahel, etc.). Le Conseil a produit un rapport sur le rôle de l'ESS dans la solidarité internationale, ainsi qu'un rapport sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030, dont les travaux ont été co-présidés par Coordination SUD.

POUR ALLER PLUS LOIN



CNDSI (octobre 2023). Rapport, [Agir en faveur de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 à travers la politique étrangère française](#), Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.



© MEAE

Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI), 21 mars 2023, Paris - France Diplomatie - MEAE.

Groupe de Concertation Humanitaire (GCH)

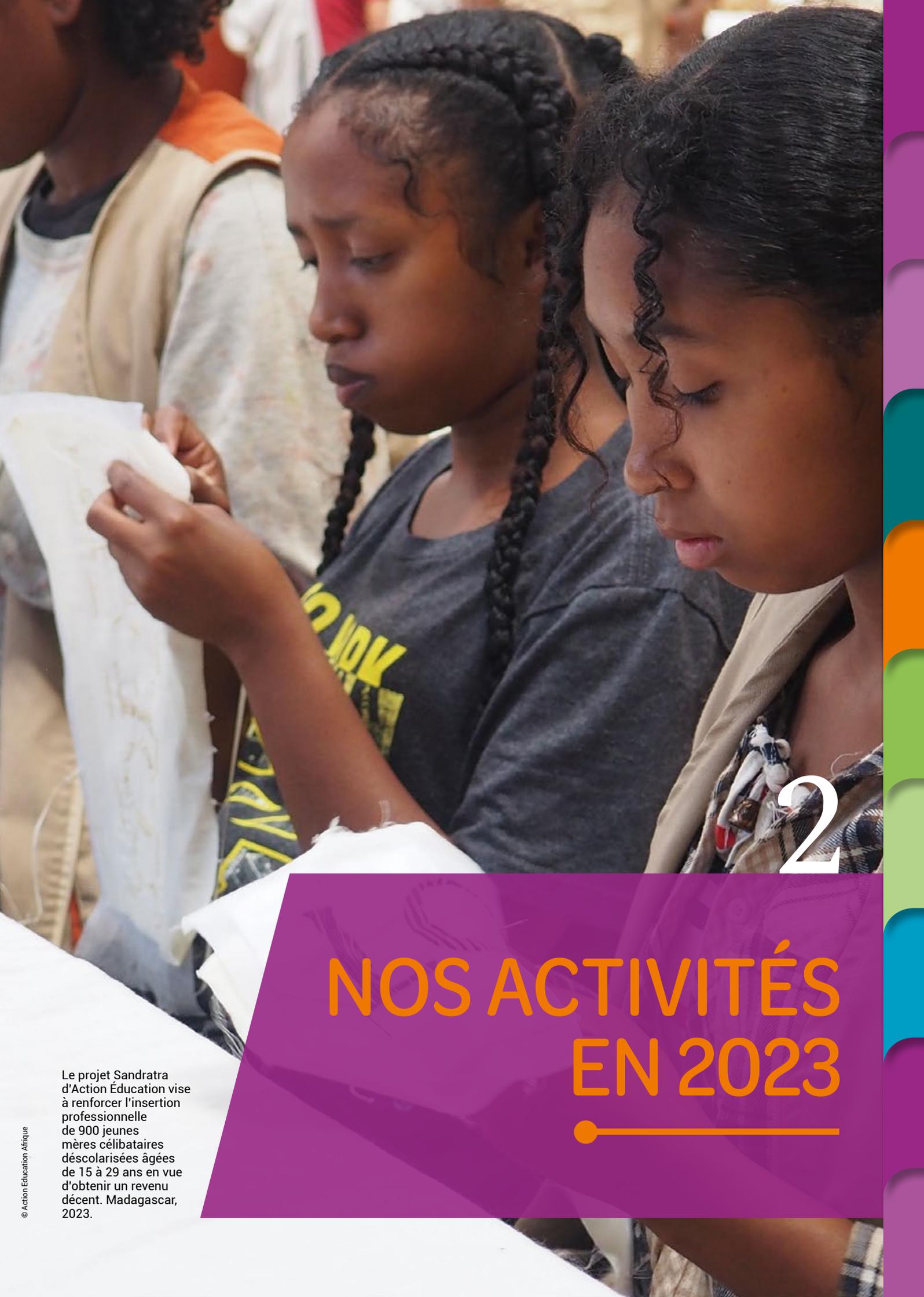
Le GCH est une enceinte de dialogue et de concertation sur l'action humanitaire qui se réunit à l'initiative du Centre de Crise et de Soutien, tous les deux à trois mois. Ces temps d'échange regroupent les ONG humanitaires françaises, des personnalités qualifiées sur les sujets humanitaires en France, et différents services du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, notamment le Centre de crise et de soutien, la direction des Nations unies et organisations internationales, la direction générale de la mondialisation et parfois la ou le ministre ou des personnes de son cabinet. Coordination SUD prend part à ces réunions systématiquement pour assurer un suivi des sujets humanitaires clefs sur la scène française, et porter les messages du collectif, notamment les productions et positionnements développés par la commission humanitaire.

En 2023, le GCH s'est réuni à deux reprises, en février pour faire le bilan de l'activité 2022 et un point sur la programmation 2023 et en juin pour faire un point d'avancement sur les travaux de préparation de la Conférence Nationale Humanitaire (CNH) qui a eu lieu en décembre 2023. Le comité de pilotage de la CNH et les groupes de travail des trois tables rondes se sont réunis une dizaine de fois dans l'année pour préparer cet événement.

POUR ALLER PLUS LOIN



CDCS (décembre 2023). Conférence, [Conférence Nationale Humanitaire, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#).



2

NOS ACTIVITÉS EN 2023

Le projet Sandratra d'Action Éducation vise à renforcer l'insertion professionnelle de 900 jeunes mères célibataires déscolarisées âgées de 15 à 29 ans en vue d'obtenir un revenu décent. Madagascar, 2023.



© Chandra Kiran / Action Éducation



Les faibles niveaux d'alphabétisation des enfants vivant dans les zones montagneuses isolées sont attribués aux taux élevés d'abandon scolaire parmi les enfants des tribus, qui ont des difficultés à comprendre la langue d'enseignement, qui est le telugu. District de Vizianagaram, Andhra Pradesh, Inde, Action Éducation, 2023.

La communication au service du collectif

L'année 2023 a permis d'identifier les chantiers prioritaires pour la communication de Coordination SUD et de poser les premières pierres de la construction d'une stratégie globale de communication à formaliser en 2024.

Fin 2022, une nouvelle stratégie de communication pour le FRIO avait été proposée pour donner à cette activité du pôle Appui et renforcement de Coordination SUD, une meilleure visibilité : création d'un logo propre au FRIO, augmentation des posts sur les réseaux sociaux, formulation d'un texte standard de présentation, reprise des pages web et conception rédaction d'une nouvelle brochure et d'une vidéo de présentation. Ces activités ont été mises en œuvre ou bien amorcées en 2023. Elles seront consolidées en 2024.

Elles permettent aussi d'envisager ce que pourrait être une stratégie similaire appliquée aux activités de formations et dans un second temps à celles des clubs-métiers. C'est notamment en 2023 qu'un important travail de mise à jour de

la base de données des communicantes et communicants des organisations membres de Coordination SUD a été mené afin de réactiver le Club-métier Communication en sommeil depuis plusieurs années. Il le sera en 2024.

VERS UNE COMMUNICATION D'INFLUENCE AFFIRMÉE

Du côté du pôle Plaidoyer, l'année a été riche en occasions de communiquer, et la com' a soutenu l'équipe plaidoyer sur toutes les séquences de 2023 : CICID, CPD, CNDSI, Sommet pour un nouveau pacte financier, PLF, SHRF, etc. L'annonce de la suspension de l'aide publique au développement au Sahel a permis de confirmer une tendance déjà présente depuis le début de l'an-



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

La montée en puissance des relations médias et le développement d'une parole publique consolidée de Coordination SUD dans les médias. Des relations privilégiées ont notamment été établies avec Médiapart et L'Humanité qui ont relayé les tribunes plaidoyer du collectif à plusieurs reprises.

LES CHIFFRES CLÉS DE LA COM' EN 2023

 **57 772 abonné-es** à la page LinkedIn de Coordination SUD (+18% par rapport à 2022)

 **23 100 abonné-es** au compte X (anciennement Twitter)

 **2 257 heures** de mobilisation des ONG (femmes/hommes)

179 organisations membres

56 groupes, 448 articles sur la plateforme Maia, **646 fichiers partagés, 1 897 utilisateurs**

19 formations et **190 personnes formées**

Nombre d'organisations nouvellement soutenues dans le cadre du FRIO :

8 associations dont 50% est primo-accédante au dispositif

19 772 abonné-es à l'alerte emploi

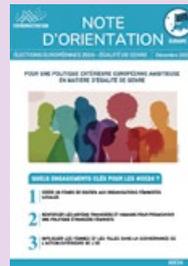
née 2023 : celle d'une montée en puissance d'une communication d'influence soutenue par une prise de parole médiatique diversifiée, maîtrisée et alignée avec les objectifs du collectif. Une stratégie de communication d'influence sera formalisée en 2024.

En support également de activités de l'ONGLAB et de la Vie associative, la com' a aussi confirmé sa présence sur les réseaux sociaux, consolidant son réseau sur LinkedIn (+18 % d'abonné-es par rapport à 2022). Des réflexions sur une stratégie digitale globale semblent d'autant plus nécessaires que la communication du collectif est beaucoup passée par les réseaux sociaux en 2023 (+ 15 % de posts en plus sur X (anciennement Twitter en 2023)).

L'année 2024 s'annonce porteuse de beaux projet pour la com', dont celui de consolider ses acquis et de formaliser une stratégie globale ambitieuse au service de ses missions.

NOS PRINCIPALES PUBLICATIONS EN 2023

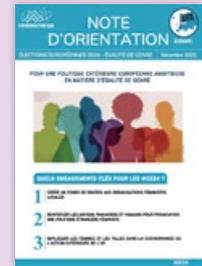
NOTES D'ORIENTATION



Pour une politique extérieure européenne ambitieuse en matière d'égalité de genre



Recommandations pour un Parlement européen moteur en faveur des objectifs du développement durable



Pour une politique extérieure européenne ambitieuse en matière d'égalité de genre

ÉTUDE



Pour une Europe de la solidarité internationale



Acteurs et actrices de la solidarité internationale : quelle(s) mutation(s) ?

STRATÉGIE



« En route vers 2030 ! » la nouvelle stratégie 2023-2028 de Coordination SUD

NOTES DE POSITION



Les externalités de la France sur les ODD : constats et recommandations



Équilibre prêt et don : pour une APD tenant ses promesses

CAPITALISATION



Intégrer le genre dans son organisation : pourquoi et comment ?

RECOMMANDATIONS

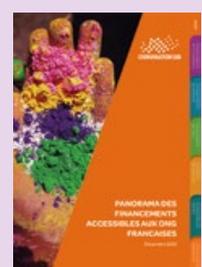


Recommandations : Protéger et garantir un espace humanitaire pour les populations civiles et les acteurs et actrices de la solidarité internationale



Droits des jeunes : Une priorité transversale à inscrire dans la politique de solidarité internationale de la France

GUIDE



Panorama des financements accessibles aux ong françaises

1

Notre **VIE** **ASSOCIATIVE**

Journée Vie associative
de Coordination SUD
consacrée à la transition
écologique pour les
organisations de
solidarité internationale,
30 novembre 2023, Paris.





© Coordination SUD

Journée Vie associative de Coordination SUD consacrée à la transition écologique pour les organisations de solidarité internationale, 30 novembre 2023, Paris.

Fin 2023, Coordination SUD comptait 179 membres.

4 arrivées mais aussi départs, soit pour difficultés financières, changement statutaire ou cessation d'activité.

Ainsi les associations Défi, Inti, Y4CN, membres en adhésion directe, le CEFODE et France Volontaires, membre via le CLONG, ainsi que C4D et IDD via le CRID ont quitté Coordination SUD.



La Vie associative à vos côtés aujourd'hui et demain !

2023 a été l'année de mise en œuvre des nouvelles orientations stratégiques de Coordination SUD, établies pour la période 2023-2028. La Vie associative s'est emparée de ces orientations pour décliner ses activités et renforcer la cohésion du collectif.

Pendant l'année, plusieurs organisations ont approché Coordination SUD afin de devenir membre du collectif. La Vie associative a pu échanger avec plusieurs associations de solidarité internationale, découvrir leurs activités, présenter les espaces de travail de Coordination SUD et les services rendus aux membres. Quatre demandes d'adhésion ont été validées par le Conseil d'administration. Bienvenue à CRATERE et au SEVES, membres via le CLONG Volontariat ainsi qu'à LIFE via la CHD et à Kynarou qui nous rejoignent ! Et pour mieux faire connaître aux nouveaux membres les activités de Coordination SUD et les possibilités de s'investir au sein du collectif, le livret d'accueil des membres a été complété et actualisé courant 2023 et a été rediffusé à chaque association membre. Il accompagne désormais toute nouvelle adhésion.

Au-delà des associations qui contactent Coordination SUD pour adhérer, la question de l'ambition que nous voulons pour la représentativité du collectif a été posée pendant l'année. Ainsi

la commission Vie associative s'est penchée sur l'élaboration d'une stratégie d'adhésion. Relevant plusieurs enjeux, comme la bonne connaissance et l'intégration en premier lieu des associations déjà membres, l'identité du collectif au travers de l'engagement des associations de taille, budget, champs d'action et lieu d'intervention différents, la Vie associative a posé les bases de réflexion pour la Coordination SUD de demain.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

Une journée de réflexion collective sur les questions de transition climatique pour le secteur de la solidarité internationale, le 30 novembre 2023, jour de l'ouverture de la COP28 à Dubaï. Les ateliers ont permis d'échanger sur la responsabilité environnementale et climatique des ONG, sur la justice climatique, la mal-adaptation et le croisement entre inégalités et climat. Ce fut l'occasion de questionner les pratiques et modes d'intervention du secteur et d'identifier des solutions pour renforcer notre action en faveur d'une coopération internationale plus résiliente.

2

Quelle(s) place(s) & quel(s) enjeu(x) **POUR LES ONG DEMAIN ?**

Contribution de CartONG
à une formation SIG
pour le staff Médecins
sans frontières (MSF)
à Kampala, Ouganda.



ONGLAB : comprendre et accompagner les évolutions des ONG à l'horizon 2025

L'ONGLAB est un espace de recherche, d'identification de sujets clés, de centralisation et de production de savoirs pour mieux appréhender les évolutions du secteur de la solidarité internationale.

Fidèle à sa mission de décryptage et d'accompagnement des ONG face aux mutations du secteur, l'ONGLAB a lancé en 2023 sa nouvelle stratégie, via plusieurs activités dédiées à la compréhension des évolutions du secteur des ONG et à la diffusion de savoirs produits.

Tout d'abord, l'ONGLAB a publié sa nouvelle étude, intitulée « Acteurs et actrices de la solidarité internationale : quelle(s) mutation(s) ? ». L'objectif de cette étude était de permettre le décryptage des caractéristiques et dynamiques des « nouveaux » acteurs de la solidarité internationale, à minima d'acteurs et de pratiques visiblement en expansion dans ce secteur. Partant des grandes tendances ressenties comme marquantes dans les mutations des acteurs de la solidarité internationale, l'étude présente un large panorama d'organismes acteurs, ordonnés en une typologie simplifiée. Elle montre ainsi que peu de ces acteurs sont totalement « nouveaux » dans leur forme juridique (les entreprises existent depuis longtemps, de même que les mouvements sociaux) mais permet de mettre en lumière des évolutions récentes. Les acteurs présentés dans l'étude ont été retenus :

- > Parce qu'ils n'existaient pas en tant qu'intervenants visibles dans ce domaine il y a encore quelques années ou alors de manière très embryonnaire (comme les entreprises sociales ou les intermédiaires financiers) ;
- > Parce que s'ils ne sont pas nouveaux en tant qu'acteurs de l'aide et de la solidarité internationale, ils occupent une place significative perçue comme nouvelle dans ce champ (comme les entreprises privées et les « citoyennes et citoyens ») ;
- > Parce qu'ils se caractérisent par des formes de gouvernance autres que celles couramment en usage, ce qui est le cas par exemple des mou-

vements sociaux, ou parce qu'ils adoptent des stratégies et modalités d'intervention singulières (comme les fondations dites « opératrices »).

L'étude décrit leur histoire dans le champ de la solidarité internationale et précise pourquoi certains émergent, évoluent ou semblent prendre une place perçue comme nouvelle. Au-delà de la publication de l'étude en tant que telle, près d'une dizaine d'événements de valorisation a été organisée auprès des membres et partenaires de Coordination SUD. Conçus comme des événements « à la carte », ces événements visaient à faciliter la compréhension des principales recommandations de l'étude, ainsi que celles des années précédentes (comme l'étude MSE sur les modèles socio-économiques des organisations de solidarité internationale).

L'année 2023 de l'ONGLAB a aussi été l'occasion de structurer cette fonction au moins à deux niveaux. D'une part, la gouvernance a été renforcée, et de potentiels nouveaux partenaires ont été identifiés. D'autre part, une étude succincte et un atelier dédié ont permis à l'ONGLAB de préciser les thématiques et les formats d'activités pour les deux années à venir. Ainsi, la « désoccidentalisation » du monde et l'intelligence artificielle seront au cœur des réflexions de l'année 2024.

Enfin, 2023 a aussi été l'occasion, d'expérimenter de nouvelles formes d'activités. Un projet visant à documenter les effets de la localisation de l'aide, intitulé LocalOSI, a été conçu et rédigé avec l'Institut des études du développement (IEDES). Plusieurs articles scientifiques et médiatiques ont par ailleurs été publiés.



© Coordination SUD

Atelier de restitution de l'étude « Acteurs et actrices de la solidarité internationale », le 4 avril 2023, à Paris.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

La nouvelle étude de l'ONGLAB qui décrypte les récentes mutations du secteur et les « nouveaux » entrants sur les sujets de solidarité internationale : les entreprises privées, les fondations, les accompagnateurs / intermédiaires, les citoyennes et citoyens. [Acteurs et actrices de la solidarité internationale : quelle\(s\) mutation\(s\) ?](#)

3

APPUI ET RENFORCEMENT des ONG

Formation de
Coordination SUD
pour Intégrer les
méthodologies
et techniques du
plaidoyer - niveau1,
19 avril 2023.





L'équipe FRIO de Coordination SUD et le Comité de décision en décembre 2023, Paris.



Le FRIO, à l'aube d'un nouveau

Le contexte et les transformations du secteur ont conduit le Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (FRIO) à préparer une montée en puissance, tout en sécurisant son activité, impactée par une réduction des ressources.

Sollicitée tout au long de l'année pour des besoins divers, l'équipe FRIO de Coordination SUD a conseillé et réorienté une soixantaine d'organisations, une hausse de 50 % par rapport à 2022. Au terme d'échanges et d'arbitrages, le nombre de projets soutenus a représenté 8 projets sur 11 dossiers présentés (comparable à 2022). Le dispositif a rétrocedé 174 067,50 € pour accompagner des transformations structurantes au sein des OSC, liées au bénévolat, aux partenariats, au modèle économique ou encore au plaidoyer.

PARTAGER LES BESOINS ET ENJEUX DE RENFORCEMENT

Le FRIO s'est doté d'une stratégie de communication qui vise à valoriser les résultats des accompagnements, encourager le passage à l'action des OSC vers une dynamique de transformation et promouvoir davantage la nécessité du soutien aux organisations. 2023 a amorcé une nouvelle phase

de mobilisation de témoignages, dont le retour d'expérience de l'Organisation pour la prévention de la cécité (OPC) soutenue dans la construction de son futur cadre stratégique pluriannuel. L'association a réaffirmé sa théorie du changement, sa plus-value et son expertise, lui permettant de mieux appréhender son écosystème et disposer

DONNÉES CLÉS

- > 4 comités de décision en 2023
- > 8 associations nouvellement soutenues
- > Une subvention de 174 067,50€
- > L'entrée en vigueur des nouveaux taux de co-financement
- > Le bilan de 12 projets, la clôture de 14 rapports finaux de projets
- > Le suivi continu de 30 projets
- > La réorientation de 66 sollicitations d'organisations
- > Le renouvellement du Comité de décision FRIO
- > Diverses actions de communication, dont la capitalisation sur l'intégration du genre dans les ONG

MERCI AUX MEMBRES DU COMITÉ DE DÉCISION 2023 POUR LEUR SOUTIEN !

Emilie Durochat, déléguée adjointe Relations internationales & vie associative, Commerce Équitable France

Pierre Lecomte, directeur, Initiative Développement

Sophie Lehideux, directrice, Kynarou

Philippe Morié, délégué général, Agir ensemble pour les droits humains

Géraldine Rippert, responsable mécénat, Centre Primo Levi

Laurence Tommasino, déléguée générale, Geres

d'une boussole pour ses futures actions. Ce travail met aussi en lumière une remobilisation de la gouvernance, ayant permis de retrouver un esprit associatif.

UN COMITÉ DE DÉCISION RENOUVÉLÉ

Le comité de décision FRIO examine les demandes de cofinancement soumises par les bénéficiaires, formule des recommandations pour assurer l'efficacité des accompagnements et donne les autorisations d'engagement du fonds. Il examine également les bilans réguliers des activités et prend part à la formulation de recommandations concernant les orientations stratégiques du fonds.

Ce comité a été renouvelé fin 2023 avec l'entrée d'Annaïk Le Net, directrice adjointe de l'Union des associations E-graine, de Caroline Pierret, responsable du mécénat et des partenariats pour Terre & Humanisme, Adrien Sallez, directeur général d'Asmae et Line Wagner, directrice des programmes d'Agir ensemble pour les droits humains. Pierre Lecomte, Sophie Lehideux et Laurence Tommasino sont reconduits. L'année 2024 favorisera l'interconnaissance entre les membres et l'accompagnement à la prise en main de leur mandat afin de poursuivre la dynamique collective, chère au FRIO, en vue d'une appropriation des enjeux du dispositif et du secteur, en cours et à venir.

RENFORCEMENT DU COLLECTIF

Au-delà des appuis individualisés, les activités de capitalisation et d'échanges entre pairs ont été revisitées, afin d'adapter les outils existants : formats et fréquence plus pertinents (webinaires), thématiques (gouvernance, bénévolat, influence, etc.), expertise d'acteurs et actrices engagées (directions d'OSC, consultances ressources, personnes du monde de la recherche...). Ces nouveaux formats se veulent plus flexibles et réactifs dans la mobilisation des expériences des OSC.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

Une meilleure visibilité et davantage de partages sur les situations concrètes rencontrées par les OSC, sur les transformations menées, éclairant ainsi les enjeux de renforcement organisationnel du secteur de la solidarité internationale.

« Le fait de mener collectivement la démarche, autant que le plan stratégique retenu, ont impacté l'OPC (...) Nous espérons ainsi avoir démarré un **cercle vertueux durable**. (...) Sans le soutien financier apporté par le FRIO, à l'époque, il n'y aurait pas eu d'appel à consultance externe et le projet n'aurait tout simplement pas existé ».

[Découvrir le témoignage de Céline NOGUES, Directrice de l'OPC](#)

Ils répondent également à un souhait de regards croisés sur des sujets de renforcement et/ou innovants, appuyés par une expertise externe, pour décrypter et mieux comprendre les contextes d'évolution des OSC et partager les enseignements pour le secteur.

Ces réflexions ont pu être concrétisées en 2024, avec un cycle de webinaires initié en mars. Une conférence-débat est également prévue, faisant le lien avec les autres activités de l'Appui et les réflexions du groupe de travail sur les partenariats et la localisation de l'aide (cf. pages 29-32).

ALLER PLUS LOIN : L'ANNÉE 2023 DU DISPOSITIF FRIO

Fragilisé par une réduction de ses ressources humaines et financières, le FRIO s'est adapté et a fait preuve d'agilité pour répondre aux demandes constantes des OSC tout en anticipant son avenir. Des réflexions ont notamment été initiées, en lien avec les pouvoirs publics, pour amorcer une ouverture et un changement d'échelle du dispositif (voir Cahier central, p. 29 à 32).



[L'année 2023 du dispositif FRIO : à l'aube d'une renouveau](#)



© Coordination SUD

Formation
Coordination SUD,
Intégrer les
méthodologies
et techniques de
plaidoyer, niveau
2, Paris, les 1, 2,
3 juillet 2023



FORMATION

Renforcer le secteur de la solidarité internationale par la formation professionnelle

En 2023 encore, Coordination SUD s'est pleinement investi dans sa mission de renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles des OSC et la montée en compétences de leur personnel, afin de les accompagner dans l'évolution de leurs missions.

Organisme de formation certifié Qualiopi, Coordination SUD met en œuvre un programme adapté aux besoins du personnel de la solidarité internationale, autour des enjeux clés du secteur :

- > L'accès aux financements et la gestion des ressources financières
- > Le développement et la gestion des ressources humaines
- > Le renforcement des métiers du plaidoyer et de la communication
- > Le développement et la stratégie organisationnelle

L'année 2023 a été dynamique :

- > 190 personnes formées
- > Issues de 95 organisations de solidarité
- > Dont 54 (soit 57%) sont membres

- > Soit 30 des membres de Coordination SUD ont bénéficié de formations
- > Soit une hausse de 17% en personnes, 3% en ONG participantes et 12% en heures de formation par rapport à 2022.

Deux webinaires de sensibilisation ont également été proposés sur un sujet prégnant pour le secteur : l'un sur la qualité et les conditions de vie au travail dans le monde de la solidarité internationale, un autre sur la communication non-violente. Ces webinaires ont rassemblé plus de soixante participantes et participants.

Au-delà d'une nouvelle formation sur le management, la formation « Enjeux, fonctions et responsabilités des administrateurs et administratrices » a été lancée, répondant au besoin de renforcement des gouvernances des OSC. Selon Agnès Rossetti, Présidente d'Initiative Développement, cette formation « ouvre de bonnes idées » et a permis « une réflexion engagée sur la dynamisation de [leur] vie associative ! ».

La thématique en lien avec la stratégie organisationnelle a aussi été étoffée, avec les formations « Analyser et consolider son modèle socio-économique » et « Développer des partenariats stratégiques et équitables », revues et actualisées au sein du programme de formation.

L'actualisation de la tarification (+20 %, la première depuis 2017) a contribué aux équilibres financiers et marque une étape dans la réflexion plus globale sur le modèle économique de Coordination SUD. De nouvelles pistes sont à développer en 2024, telles que les formations en « intra », en ligne. —



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

Une nouvelle formation proposée « Débuter dans le management » dédiée au management intermédiaire. Elle a remporté un net succès, et vient compléter la formation « Perfectionner son management », à destination de personnes en poste de direction.



La gestion et l'accès aux financements au cœur de nos dynamiques collectives !

Socle du fonctionnement des OSC, le financement est une thématique transversale phare, soutenue à travers des accompagnements longs (FRIO), une montée en compétences des équipes (formations) ainsi que des échanges entre pairs et les études dédiées.

En 2023, plusieurs rencontres des club-mériers de Coordination SUD ont été organisées afin de favoriser les échanges de pratiques sur les financements, la gestion budgétaire et la conformité, enjeux majeurs pour les OSC. Dix-sept lettres d'information recensant les ressources sur les financements ont été partagées, complétées par une étude spécifique.

LES FINANCEMENTS ACCESSIBLES AUX ONG FRANÇAISES

En complément du Panorama des Financements diffusé entre fin 2022 et début d'année 2023, Coordination SUD a publié en 2023 un second guide présentant les grands enjeux et des recommandations sur les financements accessibles aux ONG françaises. Plusieurs ONG ont été interrogées dans ce cadre, ce qui a permis de relever les grandes tendances des relations avec les bailleurs de fonds.



[Financements accessibles aux ONG françaises : enjeux et recommandations](#)



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

La mise en place d'un nouveau fonctionnement d'espace collectif et d'échanges entre pairs testé, porté et validé par Coordination SUD. Plus autonome, le groupe Audit et contrôle a un fonctionnement innovant dans ses pratiques et confirmé par les résultats. Ce groupe fonctionne de manière plus indépendante, répondant ainsi au besoin exprimé par les membres.

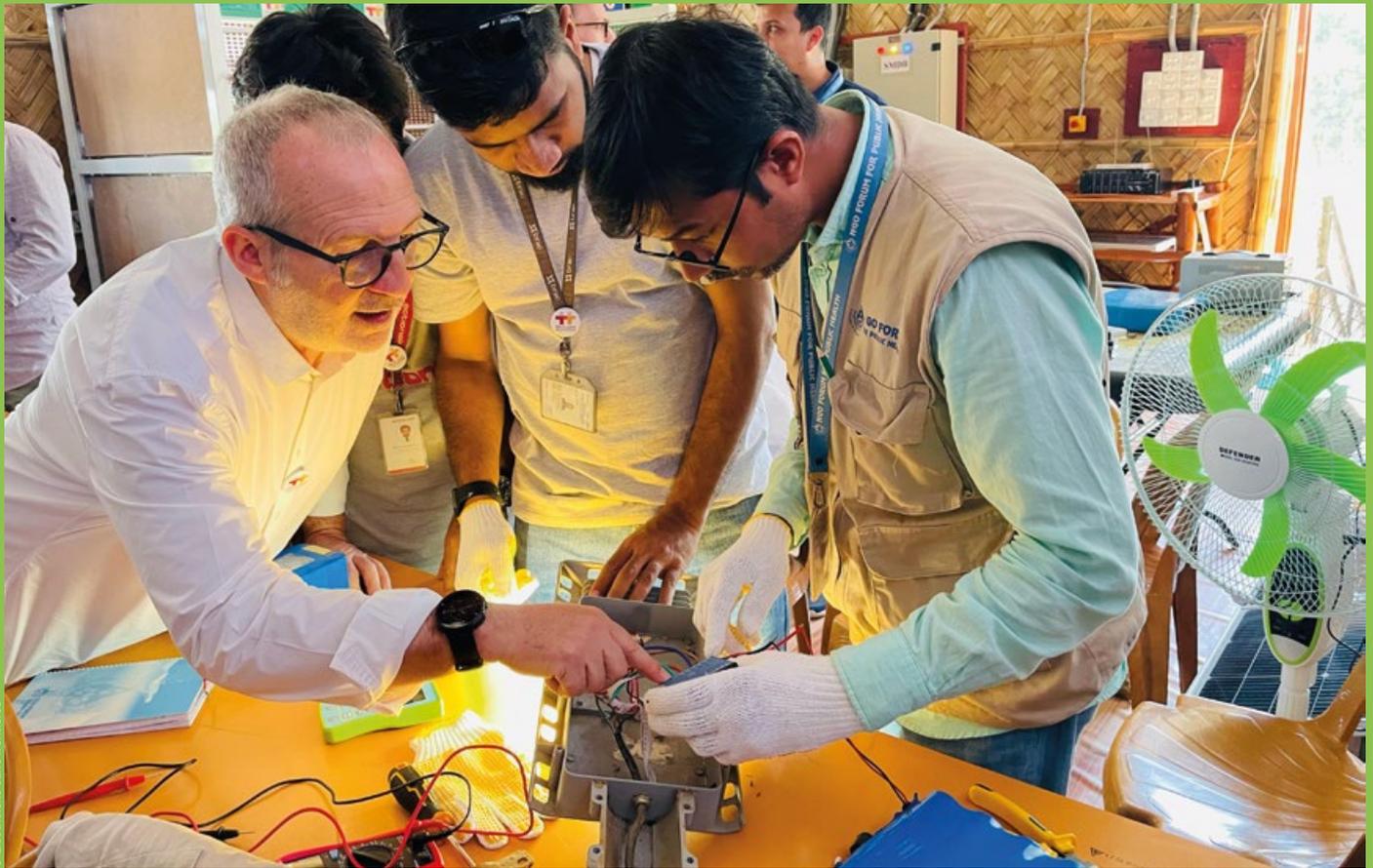
Cette étude comprend :

- > des conseils méthodologiques pour la mise en place d'une stratégie de recherche de fonds,
- > une présentation de quelques enjeux de la relation entre les ONG françaises et leurs bailleurs, publics et privés.

Des recommandations sont proposées tout au long du document afin de présenter les bonnes pratiques à encourager, ou encore les ressources disponibles sur le sujet.

GROUPE AUDIT ET CONTRÔLE

La fonction d'audit interne se développant au sein des OSC, au regard notamment des enjeux croissants de conformité, Coordination SUD a accompagné la mise en place d'un groupe d'échange sur cette thématique, avec l'appui de deux organisations membres (Humanité & Inclusion, Care) qui ont porté cette dynamique collective. Mis en place en 2022 avec un espace dédié sur Maia, le groupe Audit & Contrôle est autonome dans son fonctionnement, avec un appui initial puis limité de la part du secrétariat de Coordination SUD. Il est aujourd'hui animé uniquement par ses membres, qui organisent les réunions et définissent leurs axes de travail. Le bilan de fonctionnement réalisé en 2023 est très satisfaisant : nombre croissant de membres, échanges riches, réelle harmonisation des pratiques et des outils, beaucoup de partage d'informations...



© Électriciens sans frontières

Cox Bazar, Bangladesh : Électriciens sans frontières développent les capacités locales des réfugiés Rohingyas et des membres de la communauté d'accueil en matière d'installation, d'exploitation, de réparation, d'entretien et de recyclage des produits et services d'énergie solaire, pour augmenter la durabilité des opérations humanitaires.

4 CAHIER CENTRAL

Partenariats et localisation de l'aide

Face aux demandes renouvelées des OSC et populations des pays d'intervention pour une gouvernance de l'aide plus équitable et respectueuse de leur droit d'initiative, au service des territoires, Coopération SUD y dédie un axe majeur de sa stratégie.

Dans son cadre stratégique 2023-2028, Coopération SUD annonce son ambition d'évolution de la question des partenariats pour le secteur : "en 2028, avec les OSC des pays partenaires, les OSC françaises développent des partenariats équitables, équilibrés, réciproques et respectueux basés sur le principe de subsidiarité. Coopération SUD contribue, avec ses organisations membres et les organisations des sociétés civiles des différents continents, à améliorer ces pratiques partenariales. Pour cela, Coopération SUD appréhende, suscite et se nourrit des changements de visions, de politiques publiques et de pratiques de soli-

darité internationale, en s'appuyant sur une conversation mondiale à laquelle elle prend pleinement part."

CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL DÉDIÉ

Depuis 2005, et devant la nécessité de changement, Coopération SUD anime une réflexion sur la question des partenariats à travers ses différentes fonctions que sont le plaidoyer, la vie associative, l'appui & le renforcement et la veille & prospective. Les productions et échanges sur le sujet ont permis de tirer des enseignements et de tenir compte de nouveaux

marqueurs (localisation de l'aide, impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19, enjeux autour de la décolonisation de l'aide) afin d'assurer une transition vers un modèle de l'aide plus juste et efficace.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est attendu de Coordination SUD et ses membres une révision de sa vision de la solidarité internationale, de sa finalité ainsi que de la place des OSC françaises, en co-construction avec les OSC non-occidentales, basée sur un avenir désirable, qui soit aligné avec les valeurs du secteur.

C'est en ce sens qu'un groupe de travail a été créé, co-porté par les fonctions Plaidoyer et Appui & Renforcement. Composé de 33 organisations membres et partenaires (nouvelle modalité de travail), ce groupe s'est donné trois étapes de travail permettant de nourrir un positionnement du collectif :

1. Formaliser un état des lieux permettant d'illustrer le positionnement actuel de Coordination SUD sur le sujet partenarial en tant que collectif, en fonction de ses enjeux internes et de son environnement externe.
2. Construire, réaffirmer et/ou s'appropriier des définitions communes de concepts et mots clés employés dans le secteur.
3. Prioriser les besoins des organisations à traiter à travers le groupe de travail (parmi une première liste proposée dans la note de cadrage).

QUATRE OSC ISSUES DES PAYS D'INTERVENTION PARTICIPANTES

- > **Cadre de Concertation des ONGs Nationales**, partenaire de Coordination SUD - République Démocratique du Congo
- > **Gestion de l'Environnement et Valorisation des Produits Agropastoraux et Forestiers**, partenaire d'Acting for Life - Togo
- > **Initiative Pananetugri pour le Bien-être de la Femme**, membre du FSOF¹ - Burkina Faso
- > **SOS Jeunesse & Défis**, partenaire d'Equipop - Burkina Faso

Des premiers échanges ont eu lieu en 2023, permettant l'interconnaissance et des réflexions initiales sur les définitions clés. Compte tenu des divergences dans les pratiques des organisations membres, une note de constats communs sur les notions de localisation et de partenariat devrait être présentée au Conseil d'administration de Coordination SUD d'ici la fin d'année 2024.

1. FSOF : Fonds de soutien aux organisations féministes

ACCOMPAGNER LA NÉCESSAIRE TRANSFORMATION DES OSC FRANÇAISES VIA UN ACCOMPAGNEMENT ORGANISATIONNEL

Depuis 2022, le FRIO² est sollicité pour des projets de renforcement plus ambitieux, en lien avec l'étude d'écosystèmes et des périmètres d'actions

2. FRIO : Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel



Commerce Équitable France a participé, en mars 2024, aux Journées Nationales du Commerce Équitable à Abidjan : une rencontre essentielle pour la filière cacao, visant à répondre aux défis sociaux et environnementaux.

plus larges, répondant, entre autres, à l'ancrage territorial en France ou dans les pays d'intervention, le développement d'alliances afin de mutualiser les ressources (financières, humaines, expertises) ou encore des repositionnements partenariaux. À titre d'exemple, en 2023, le comité de décision a ainsi accordé un soutien financier à deux projets :

Association CAMELEON France : repositionnement partenarial

Face à l'évolution des paradigmes de la solidarité internationale, CAMELEON a souhaité déconstruire l'approche traditionnelle de « donateur-bénéficiaire » en mettant en avant un modèle unique où CAMELEON Philippines inspire et partage avec CAMELEON France son expertise et son approche holistique pour lutter contre les violences sexuelles faites aux enfants. Cependant, le développement des actions en France, depuis la crise du Covid-19, questionne l'identité propre de CAMELEON France, difficilement dissociable de CAMELEON Philippines. Le partenariat actuel entre les deux structures est ainsi ponctué de rapports déséquilibrés et d'interdépendance croissante. L'association bénéficie d'un soutien du FRIO afin de redéfinir son rôle, ses modalités d'intervention et relations partenariales avec CAMELEON Philippines.

Association La Voûte nubienne (AVN) : Co-construction d'une stratégie de plaidoyer avec les partenaires

Le Sahel constitue une des régions les plus vulnérables aux effets du changement climatique. La question de l'habitat, bien qu'encore peu traitée par les pouvoirs publics sahéliens et leurs partenaires de la coopération internationale, est un enjeu central de l'adaptation des populations. Plusieurs initiatives de plaidoyer en faveur du droit à un habitat décent et adapté au Sahel ont pu être menées dans le passé par AVN mais de façon sporadique et pour des résultats que l'association juge insuffisants au regard des en-

jeux. Le FRIO soutient donc AVN pour construire une stratégie de plaidoyer, aux niveaux local, national et international, s'appuyant sur l'implication de leaders locaux, représentantes et représentants de groupements de femmes et d'organisations paysannes, en tant que premières concernées par la problématique et premières demandeuses d'une transformation durable du secteur de la construction et de l'habitat. Cet accompagnement comprend également un accompagnement à la réflexion du positionnement partenarial d'AVN auprès de ses partenaires sahéliens, pour une réponse complémentaire à ce sujet de plaidoyer, en intégrant les impacts organisationnels et institutionnels pour l'association.

... VIA LA FORMATION DE LEUR PERSONNEL

L'incarnation des transformations organisationnelles passe par une conscientisation et une montée en compétences des personnels salariés et bénévoles des OSC.

Les évolutions qui touchent aujourd'hui le secteur de la solidarité internationale, impactant les organisations et leurs dynamiques partenariales, reflètent l'évolution des pratiques de développement, orientées vers la construction de relations d'égal à égal, co-construites autour d'un objectif commun. Une série de réflexions et d'ateliers de différents collectifs et plateformes ont identifié la localisation de l'aide comme « grande tendance » et « défi » qui confronte les organisations de solidarité internationale occidentales à leurs pratiques partenariales.

Ces évolutions transforment en profondeur la nature des partenariats, mais également les postures d'interventions, les stratégies et les logiques organisationnelles, les métiers et les pratiques des organisations et de leurs personnels, au siège et sur le terrain.

La compréhension de ce qu'implique une stratégie partenariale équitable, sa co-construction et sa mise en place, la capacité à la faire vivre, et le partage de connaissances entre partenaires dans une logique de renforcement continu représentent un véritable enjeu et besoin aujourd'hui, pour les équipes des organisations de solidarité internationale.

Coordination SUD a souhaité répondre à ce besoin, en proposant en 2023 une formation sur la promotion et le développement de partenariats équitables dans la solidarité internationale. Elle a eu pour objectif de donner aux personnes participantes les connaissances et outils nécessaires pour identifier leur stratégie, améliorer leurs pratiques dans le cadre de relations partenariales stratégiques et équitables entre OSC de solidarité internationale (occidentales) et OSC locales. Cette formation s'est appuyée sur divers ateliers et travaux³ produits par Coordination SUD afin d'ancrer le contexte de

l'aide au développement et son évolution vers une tendance de localisation de l'aide, avant de plonger dans le vif du sujet avec des échanges sur l'évolution des stratégies partenariales (du point de vue des bailleurs, en interne dans les organisations, pour les partenaires eux-mêmes) et la transformation des pratiques des OSC. Un accent a été mis sur le besoin de proposer des outils concrets et immédiatement opérationnels pour la conception, la mise en œuvre et le pilotage de partenariats équitables, afin que les participants et participantes à la formation repartent armées d'une boîte à outils immédiatement déployable.



© La DCC / Mathie

Cameroun : Ingénieure agronome, Mathie a été envoyée par la DCC auprès d'une communauté lazariques, partenaire au Cameroun, qui porte un projet agropastoral d'autosuffisance alimentaire.

... ET L'ACCOMPAGNEMENT DE LEURS PARTENAIRES

L'évolution du périmètre du dispositif FRIO, couplée aux ambitions stratégiques de Coordination SUD, incite le collectif à innover et à proposer de nouvelles pistes de renforcement, bénéfiques à l'équilibre des pouvoirs entre les acteurs et actrices de l'aide. L'année 2023 a ainsi été rythmée par l'approfondissement de premiers éléments d'un dispositif FRIO renouvelé et élargi aux OSC partenaires d'organisations françaises (projet envisagé pour la période 2026-2028). En effet, le renforcement institutionnel et organisationnel des OSC partenaires est identifié comme un élément crucial de la localisation de la décision, de la visibilité ou encore de la demande.

Le Secrétariat exécutif a mené plusieurs consultations avec le comité de décision FRIO et le conseil d'administration, afin d'esquisser le contenu de ce futur projet : modalités de renforcement, modalités

3. <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/synthese-etude-localisation-aide.pdf>

de gestion du fonds, ressources humaines, expertises, gouvernance du dispositif, budget et plan de financement. Les équipes ont par ailleurs échangé avec l'Agence française de développement (AFD) et le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) concernant les enjeux observés par le dispositif et les OSC bénéficiaires. Trois axes de projet ont été identifiés, dont un spécifique aux partenariats. L'année 2024 permettra de poursuivre la préparation du passage à l'échelle du dispositif, en vue d'une réponse à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) de l'AFD en mars 2025, suivi du dépôt d'une note d'initiative ONG (NIONG) à la fin de l'année 2025.

LOCALLIANCE : RÉFLÉCHIR SUR LE CHANGEMENT DE PARADIGME NÉCESSAIRE DANS LA STRUCTURATION DE L'AIDE HUMANITAIRE

En 2023, le consortium formé par les plateformes d'OSC allemande (VENRO), congolaise (CCONAT), française (Coordination SUD), pakistanaise (NHN) et yéménite (Localization Initiative) s'est réuni tous les mois pour partager ses avancées au niveau national sur la thématique de la localisation de l'aide. Né en 2022 à l'initiative de la plateforme allemande, ce consortium offre un espace de réflexion et d'échange pour proposer des changements ciblant les structures de coordination et de financement de l'aide humanitaire dans le but de favoriser la place des acteurs et actrices locales dans la réponse aux crises qui les affectent. Plusieurs ateliers et études ont été réalisées et partagées par les membres du consortium. Par exemple, la plateforme yéménite a réalisé une étude sur la place du secteur privé local dans la réponse humanitaire, qui sera intéressante en lien avec la prochaine étude de Coordination SUD sur la place du secteur privé dans l'aide au développement. Un atelier sur la mise en œuvre de la localisation organisé par la plateforme congolaise, a conduit à la production de recommandations notamment le développement d'un fonds similaire au fonds commun des Nations Unies, mais exclusivement destiné aux organisations nationales et locales. Un tel dispositif pourrait être exploré et soutenu par le consortium dans les prochains mois. Ces réflexions se nourrissent réciproquement avec celles du groupe de travail Partenariat et Localisation.

INTERROGER LES TRANSFORMATIONS IMPLICITES ET NÉCESSAIRES DU SECTEUR...

Coordination SUD a contribué en 2023 au dossier sur les dynamiques partenariales Sud-Nord, mis en place par l'ONG Belge Échos Communication. L'article intitulé « L'aide publique au développement

en France, l'heure des partenariats », révèle l'enjeu de localisation de l'aide qui émerge de la volonté des bailleurs publics de faciliter l'accès aux financements à des organisations non-occidentales. De cette analyse, reprenant les résultats des dernières études menées par l'OngLAB, se distingue la question du positionnement et du rôle des ONG occidentales et la nécessité pour Coordination SUD de s'emparer du sujet du processus de décolonisation des pratiques du secteur de la solidarité internationale. Les agendas publics et politiques français s'emparent de cette question de la localisation de l'aide ; qui fait face à des défis techniques vis-à-vis des acteurs et actrices français de la solidarité internationale, se voyant adresser des critiques sur leur ingérence excessive et leur gestion empreinte de colonialisme. Cette notion de localisation de l'aide s'entremêle à d'autres défis contemporains – telle que la question climatique – et s'est inscrite au cœur des préoccupations de Coordination SUD en 2023.

... PAR UNE RÉFLEXION COLLECTIVE ET PROSPECTIVE

Une étude sur la localisation de l'aide avait été publiée par Coordination SUD en 2019, s'interrogeant sur la définition des notions de localisation de l'aide et de désoccidentalisation ainsi que son vécu par les ONG. Au vu des évolutions contextuelles percutant le débat sur la localisation de l'aide, l'ONGLAB a proposé à ses membres un nouvel atelier de restitution de son étude afin de dresser les évolutions quatre ans après. Riche de débats et d'échanges entre pairs et avec la communauté scientifique, cette demi-journée a permis de remettre en question l'utilisation de la notion de localisation, parfois ressentie comme une approche descendante.

Dans le cadre d'un nouvel atelier de réflexion et d'analyse prospective autour de la programmation des activités 2024 de l'ONGLAB, la thématique de la désoccidentalisation du secteur a été collectivement abordée. À sa suite, Coordination SUD a décidé de poursuivre sa réflexion sur le mécanisme de « localisation de l'aide » en dédiant une nouvelle étude sur les capacités d'agir des ONG occidentales, dans un monde qui se « multipolarise ». S'appuyant sur l'hypothèse d'une architecture de l'aide internationale en profonde transformation, sujette à des évolutions complexes, l'ONGLAB s'intéressera en 2024 aux pratiques des ONG françaises et occidentales dans leur diversité, et à ce qu'elles peuvent révéler du contexte et des capacités d'intervention et d'action des ONG.

4

Missions mixtes

APPUI ET PLAIDOYER





© Amref Health Africa/Linda Mwendwa Karuli

Réponse aux inondations au Kenya. Billian Sawenja d'Amref Health Africa, avec Daniel Kimani, homme d'affaires, dont le village a été emporté par la rupture d'un barrage en raison des pluies torrentielles.



Défense d'un environnement favorable aux OSC

La préservation d'un environnement propice à l'action et à l'expression des OSC est une priorité majeure. Notre collectif s'est mobilisé sur les questions d'exigences réglementaires, pour le droit d'initiative et la participation des sociétés civiles.

Coordination SUD a lancé une réflexion pour identifier les pistes d'amélioration des processus de consultation menés par les pouvoirs publics afin de renforcer le dialogue entre ces derniers et les OSC.

Sur la base d'une note élaborée par Concord Europe dans le cadre du renouvellement du partenariat entre l'Union africaine et l'Union européenne, ainsi que des échanges et constats formulés lors des journées sociétés civiles organisées par Coordination SUD en 2022, une note expliquant et argumentant les grands principes

de consultation défendus par Coordination SUD a été élaborée en 2023, accompagnée d'un guide pratique destiné aux pouvoirs publics.

L'objectif est de clarifier les attentes des OSC pour favoriser de meilleures conditions de dialogue et de consultation. Par exemple, permettre des délais plus longs, une meilleure visibilité sur la prise en compte des retours des OSC et une redevabilité accrue. L'élaboration de cette note est notamment passée par une consultation élargie des espaces collectifs de travail et du conseil d'administration.

ÉTUDE COMPARATIVE SUR LE DROIT D'INITIATIVE DES OSC DANS 6 PAYS EUROPÉENS

Suite à une première prise de position sur le droit d'initiative des OSC à travers un document portant spécifiquement sur le droit d'initiative en France, une étude sur différents pays européens a été réalisée pour comparer les dispositifs financiers publics favorisant le Droit d'Initiative des OSC en matière de développement selon la définition de Coordination SUD et ses homologues dans des contextes suffisamment proches et divers pour dégager des points de comparaison et d'intersection pertinents et mettre en exergue des déterminants favorisant ou freinant l'initiative des OSC.

Si l'étude n'a ni l'ambition de réaliser un état des lieux exhaustif des dispositifs financiers publics en matière de développement ni la prétention de refléter la perception qu'en a l'ensemble des OSC dans les pays concernés, elle ouvre néanmoins quelques pistes de réflexion et de comparaison et constitue une première étape pour développer une vision commune autour du droit d'initiative des OSC et engager un plaidoyer collectif en direction des instances européennes et des pouvoirs publics des États membres.

PLAIDOYER POUR LIMITER L'IMPACT DES SANCTIONS INTERNATIONALES ET DES MESURES RESTRICTIVES SUR L'ACTION DES OSC

Après une forte mobilisation de Coordination SUD depuis 2021 pour limiter l'impact des sanctions et mesures de lutte contre le financement du terrorisme, le Conseil d'État a annulé les lignes directrices en matière de criblage le 10 février 2023¹. Suite à cette décision, Coordination SUD a réengagé un dialogue avec l'AFD et ses autorités de tutelle pour définir un dispositif de conformité satisfaisant pour toutes les parties. En octobre 2023, l'AFD a diffusé une fiche outil reprenant en grande partie le contenu du texte litigieux. L'introduction d'une modalité permettant d'éviter l'obligation de criblage des populations bénéficiaires de l'aide a décidé le collectif à éprouver le dispositif proposé, en maintenant une extrême vigilance au vu de sa ressemblance avec le texte annulé.

Coordination SUD a poursuivi l'accompagnement des OSC dans la compréhension de ces



© Amref Health Africa/Sam

nouvelles obligations, ainsi que l'adaptation nécessaire des mesures d'analyse de risques et de mitigation développées en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme (LBC-FT), la fraude et la corruption. S'appuyant sur plusieurs entretiens et ateliers, il a été notamment mené un recensement des différentes pratiques des OSC dans la prévention et la gestion des risques LBC-FT, de fraude ou de corruption. Ces mesures de conformité ont été compilées et discutées lors d'un atelier entre pairs visant à aider les OSC à ajuster, voire faire évoluer leurs procédures internes. Un appui permanent et continu a également été proposé aux OSC, en réponse à leurs questionnements et difficultés.

Les informations recueillies vont nourrir une étude prévue en 2024 avec la Coordination Humanitaire Développement (CHD) sur la conformité et la redevabilité.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

L'annulation des lignes directrices en matière de criblage par le Conseil d'État le 10 février 2023, au motif que l'obligation de criblage n'existe pas en l'état du droit, et que les bailleurs institutionnels ne peuvent pas exiger la mise en œuvre d'une telle mesure par les OSC pour verser leurs subventions. Si ces lignes directrices avaient dû être appliquées, elles auraient créé des obligations, qui, en plus d'être inefficaces, auraient porté atteinte aux principes d'intervention des organisations de solidarité internationale.

Magreth Peter, bénévole en santé communautaire, rend visite à son ancienne patiente atteinte de tuberculose et championne Bi Hawa Mohammed Ali à son domicile à Zanzibar.

1. Pour rappel, Coordination SUD et 7 autres organisations co-requérantes (Action Contre la Faim, CCFD-Terre Solidaire, le Centre de Recherche International pour le Développement, la Coordination Humanitaire et Développement, Handicap International, Médecins du Monde, Secours Catholique - Caritas France) avaient engagé un recours en 2022 contre les lignes directrices en matière de criblage diffusées par le Ministère des Affaires étrangères et européennes en décembre 2021. Ces lignes directrices avaient fait l'objet de longues discussions entre les services de l'État, l'AFD et les OSC, et ont abouti à un texte non satisfaisant pour les OSC, en particulier car celui-ci prévoyait le criblage des populations bénéficiaires de l'aide, mesure qui constitue une ligne rouge pour les organisations membres de notre collectif.



© Solidarités International - Ukraine @ Myriam Renard



En Ukraine, Solidarités International vient en aide aux populations dans les zones affectées par les combats ainsi qu'aux personnes déplacées, en leur fournissant de quoi boire, manger et s'abriter. Ici, à Liubomyrivka, dans le sud du pays, les équipes distribuent du bois de chauffage pour faire face au froid de l'hiver.

Engagée pour une Europe de la solidarité internationale

Coordination SUD s'est engagée activement dans la préparation des élections européennes de 2024 et a renforcé son plaidoyer européen, mobilisant ses membres et renforçant sa présence au sein de CONCORD Europe pour promouvoir une Europe solidaire.

En 2023, la préparation des élections européennes de juin 2024 a été au cœur des activités. Deux webinaires ont été organisés pour informer et consulter les membres sur les enjeux de ces élections, permettant ainsi de recueillir leurs premières impressions et priorités. De plus, deux ateliers stratégiques ont permis de définir les enjeux clés pour Coordination SUD, ainsi que ses priorités, objectifs spécifiques, activités et messages. Pour consolider sa campagne pour les européennes de 2024, Coordination SUD a également organisé un atelier sur le plaidoyer des organisations de la société civile, avec la participation de deux eurodéputés

sortants, favorisant ainsi un moment d'échanges constructifs.

Les résultats de ces travaux sont retranscrits dans une note publiée en mai 2023, présentant les cinq grandes priorités de Coordination SUD :

- Des financements européens suffisants et adaptés aux besoins des populations les plus vulnérables
- Un Parlement européen en faveur d'une action humanitaire efficace
- Des politiques européennes en faveur des objectifs de développement durable
- Une politique extérieure européenne ambitieuse en matière d'égalité de genre



Les défis auxquels nous sommes confronté·es en France

– instrumentalisation de l'aide, privatisation, loi asile et immigration – confortent dans l'idée que défendre le rôle et la place de la société civile doit se décliner au niveau national, européen et international.”

CATHERINE GIBOIN, trésorière de Coordination SUD, membre du Conseil d'administration de Concord Europe

BILAN DU PROJET SUR LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UE

Entre 2021 et 2023, le projet *Pour une présidence française du Conseil de l'UE (PFUE)* en faveur de la solidarité internationale, volet français du projet financé par la commission européenne, a permis de :

- sensibiliser 166 personnes de 50 organisations aux enjeux de la présidence française du Conseil de l'UE, ainsi qu'aux processus décisionnels et de financements européens,
- rassembler 147 personnes représentant 92 organisations de 17 pays africains et 14 pays

européens sur 2 journées dédiées aux Sociétés Civiles (en 2022) – Un rapport issu de ces travaux a été publié en 2023 et a été l'occasion de réaffirmer le plaidoyer de Coordination SUD pour défendre le rôle et la place des organisations de solidarité internationale dans un contexte limitant et menaçant leurs conditions d'intervention, et dont la suspension des financements OSC au Sahel en fut la parfaite illustration,

- tenir 12 rendez-vous institutionnels pour présenter et discuter des 9 priorités du collectif

autour de la PFUE,

- financer 5 projets d'éducation citoyenne et de solidarité internationale sur les enjeux européens de solidarité internationale.

Ce projet a largement contribué à développer les partenariats et la dimension européenne de Coordination SUD. Pour preuve, Coordination SUD a poursuivi son engagement aux côtés des autres partenaires du projet au cours des présidences suivantes du Conseil de l'UE.

➤ Une lutte active contre les risques d'instrumentalisation de l'aide publique au développement.

Ces priorités ont été portées auprès des différents partis politiques en 2023, notamment pour contribuer à enrichir leurs programmes. Ce sont ainsi une quinzaine de rendez-vous qui ont été organisés au cours du second semestre. En 2024, les travaux continuent de plus belle !

UN PLAIDOYER EUROPÉEN AMBITIEUX ET FORT DE LA MONTÉE EN COMPÉTENCE DES MEMBRES

Pour renforcer son plaidoyer et le rendre encore plus efficace, Coordination SUD mène en parallèle des actions au niveau européen. Outre des veilles approfondies de l'actualité et des publications européennes, deux ateliers pédagogiques ont été organisés avec les membres pour mieux comprendre le fonctionnement du Conseil et de la procédure budgétaire de l'UE, identifiant ainsi des opportunités d'influence.

En outre, Coordination SUD a joué un rôle actif dans la révision du cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE, plaidant pour plus de financements pour la solidarité internationale. Elle a également participé à des rencontres institutionnelles et stratégiques à Bruxelles, notamment en co-signant une lettre ouverte interrogeant la

place de l'UE dans le monde de demain. La mobilisation de Coordination SUD a également porté sur l'égalité de genre, la cohérence des politiques publiques pour l'Agenda 2030, et les relations entre l'Union africaine et l'UE. Son travail a contribué à l'adoption de conclusions par le Conseil de l'UE en novembre 2023, alignées sur ses messages concernant l'Agenda 2030.

UN ANCRAGE EUROPÉEN AFFIRMÉ EN 2023

Au-delà du projet Vers une Europe ouverte, plus juste et durable (EUPP) financé par la Commission européenne et mené avec CONCORD Suède, CONCORD Europe, et FoRS entre septembre 2021 et août 2023, Coordination SUD a étendu sa sphère d'influence au niveau européen.

UNE MOBILISATION INTENSIFIÉE AUPRÈS DE CONCORD EUROPE

Coordination SUD a intensifié son implication auprès de CONCORD Europe, y compris par la participation directe des membres du groupe de suivi Europe dans une dizaine d'espaces thématiques. Catherine Giboin, trésorière de Coordination SUD, a rejoint le Conseil d'administration pour représenter les intérêts des organisations de solidarité internationale françaises.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

L'identification et la formulation de 5 priorités clés pour les élections européennes en faveur de la solidarité internationale et sur lesquelles inciter les partis politiques à s'engager d'ici juin 2024.

<https://www.coordinationsud.org/document-ressource/pour-une-europe-de-la-solidarite-internationale/>



© Manon Levret

L'équipe du Plan des Jeunes au festival Solidays 2023, Plan International, Paris.

Vers une diplomatie **féministe renforcée** ?

En 2023, la France a amorcé les travaux pour sa stratégie « diplomatie féministe », les Nations Unies ont intégré les préoccupations de Coordination SUD dans leurs recommandations faites à la France, et le soutien aux organisations féministes a été reconduit.



Cette première participation de Coordination SUD au processus d'examen de la France par le comité CEDEF a été une réussite, pour la première fois le comité a interrogé la France quant à son action à l'international et en particulier sur sa diplomatie féministe. C'est une belle assise dans les négociations pour la prochaine stratégie dédiée à la diplomatie féministe française."

Laura AUDOUARD
Chargée de plaidoyer
Plan international France

À partir de l'été 2023, Coordination SUD s'est fortement engagée dans les diverses sessions de concertation proposées par le MEAE pour élaborer la nouvelle stratégie de la France en matière de diplomatie féministe. Ces réunions ont permis d'aborder divers sujets, répondant aux attentes de longue date de la société civile, notamment la définition et les priorités de la diplomatie féministe menée depuis 2019. Ce cadre de concertation novateur a favorisé des échanges approfondis et de qualité ; il faudra néanmoins attendre l'été 2024 pour que la nouvelle stratégie de la France dédiée à la diplomatie féministe soit publiée.

PRÉSENTATION DE NOS RECOMMANDATIONS AUX NATIONS UNIES

Coordination SUD a pris part à l'examen de la France par l'ONU les 16 et 17 octobre, dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Dans son intervention



Intervention aux Nations Unies à l'occasion de l'examen de la France, Noémie Gardais du Planning Familial et Laura Audouard de Plan International France.

à Genève et à travers son rapport alternatif, Coordination SUD a mis en lumière l'absence de définition claire de la diplomatie féministe et a souligné le manque de moyens humains et financiers pour soutenir une politique étrangère féministe ambitieuse.

Les recommandations du Comité des Nations Unies, publiées le 31 octobre, rejoignent largement les propositions de Coordination SUD. Elles exhortent la France à garantir la participation des organisations de la société civile à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation de sa diplomatie féministe, ainsi qu'à accroître les ressources humaines et financières dédiées à sa mise en œuvre.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

À la suite d'une première annonce en 2022 d'un renouvellement pour trois ans, le gouvernement a confirmé en 2023 un renouvellement du Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF) sur 5 ans et à hauteur de 250 millions d'euros, représentant une augmentation réelle des financements de 5 millions d'euros par an. Grâce au plaidoyer mené par Coordination SUD, le comité de pilotage du FSOF s'est également ouvert à la société civile à travers la nomination de deux personnes qualifiées issues de la société civile.



Se transformer pour une solidarité internationale plus résiliente et bas carbone



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

L'accent mis par la commission Climat et développement sur les risques de mal-adaptation, et l'organisation d'un atelier dédié à ces questions en novembre 2023.

Dans le cadre du 4^e projet d'appui à la mobilisation des ONG sur le climat (PAMOC), les activités se sont organisées autour de deux fils rouges : la Responsabilité Environnementale et Climatique des Organisations (RECO) de l'ensemble du secteur de la solidarité internationale (ONG, bailleurs...) et la transition climatique des territoires et des communautés.

À travers ce nouvel axe central sur la RECO, la commission Climat et développement (CCD) a

développé plusieurs activités en 2023, dont en particulier la conception et diffusion de deux enquêtes pour mieux appréhender la prise en compte des enjeux de réduction de l'empreinte carbone, les pratiques du secteur, les freins existants et les besoins des organisations en formation et accompagnement.

Des webinaires ont été organisés en marge de ces enquêtes, dont les résultats nourrissent des échanges trimestriels mis en place avec l'AFD. —



© Électriciens sans frontières

Casasol à Bignona, Sénégal : Le projet Casasol d'Électriciens sans frontières visait à établir un centre d'expertises solaires dans la région de Bignona au Sénégal.



Réguler pour transformer les systèmes alimentaires

En 2023, la commission Agriculture et Alimentation (C2A) de Coordination SUD a organisé un séminaire sur la régulation des filières agricoles, axé sur la promotion de systèmes alimentaires durables et équitables. L'événement a été l'occasion de présenter un rapport sur la régulation des filières et de débattre des propositions avec des expertes et experts, institutions et organisations paysannes, en vue de favoriser une transition agroécologique et la souveraineté alimentaire.

CLAP DE FIN POUR LE PROJET DE LA C2A

Le projet spécifique de la C2A, financé par le MEAE puis par l'AFD depuis 2005, a pris fin en décembre 2023. Avec la création du collectif Nourrir en 2022, le projet de la C2A n'a pas été

reconduit pour l'année 2024. Les efforts pour promouvoir la transition agroécologique et la sécurité alimentaire se poursuivront à travers le collectif Nourrir et les organisations membres des deux plateformes. Une réflexion est en cours sur les sujets que continuerait de porter Coordination SUD. —



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

La mise en lumière de l'urgence de repenser la régulation des prix, des volumes et des modes de production face à l'inflation et aux défis de la mondialisation. La production d'une cartographie des mécanismes de régulation publique et des recommandations visant un modèle plus équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement, tout en garantissant la sécurité alimentaire mondiale.



© Un Enfant par la Main

Les enfants du programme Mitsiry d'Un Enfant par la Main à Madagascar s'amuse avant de se rendre à l'école.



Participation des jeunesses et intégration transversale dans les politiques de solidarité internationale

La commission Jeunesses et solidarité internationale s'est fortement mobilisée pour favoriser la participation des jeunes à l'élaboration des politiques, avec le projet « Place aux Jeunes » porté par Engagé·e·s et Déterminé·e·s et le Consortium, et pour promouvoir l'approche « Jeunesses actrices » appliquée aux droits humains.

Un groupe de travail sur la participation des jeunesses s'est constitué au sein du Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI). Il était co-présidé par Henri Arévalo (Occitanie Coopération / CIRMA), Tanguy Guibert (FAGE) et Michelle Perrot (Plan International France). Ses travaux se sont conclus sur une série de recommandations autour de 4 axes :

- > les différentes formes de participation des jeunes,
- > le renforcement de la capacité d'agir des jeunes et des organisations de jeunes,
- > la participation des jeunesses aux espaces formels et informels de décision et de concertation de la politique de solidarité internationale de la France, en France et dans les pays partenaires de la France,
- > l'intégration transversale d'une approche par les droits humains appliquée aux jeunesses dans la politique de solidarité internationale de la France.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

L'organisation avec le Groupe enfance d'un atelier d'une cinquantaine de participantes et participants le 7 décembre 2023, sur l'approche droits humains appliquée aux jeunesses et aux droits de l'enfant dans le cadre de la conférence droits humains et développement de l'AFD avec la participation de deux jeunes engagé·es. Un rapport sera publié par l'AFD en 2024.

L'objectif premier du rapport conclusif, en cohérence avec les messages et priorités de la commission Jeunesses et solidarité internationale de Coordination SUD, est d'encourager l'adoption par le MEAE d'une stratégie favorisant la participation des jeunes dans les programmes et politiques publiques, en France comme dans les pays partenaires de sa coopération.

La présentation de ces recommandations auprès du gouvernement se fera en 2024.

LA RENCONTRE ANNUELLE DE « PLACE AUX JEUNES ! »

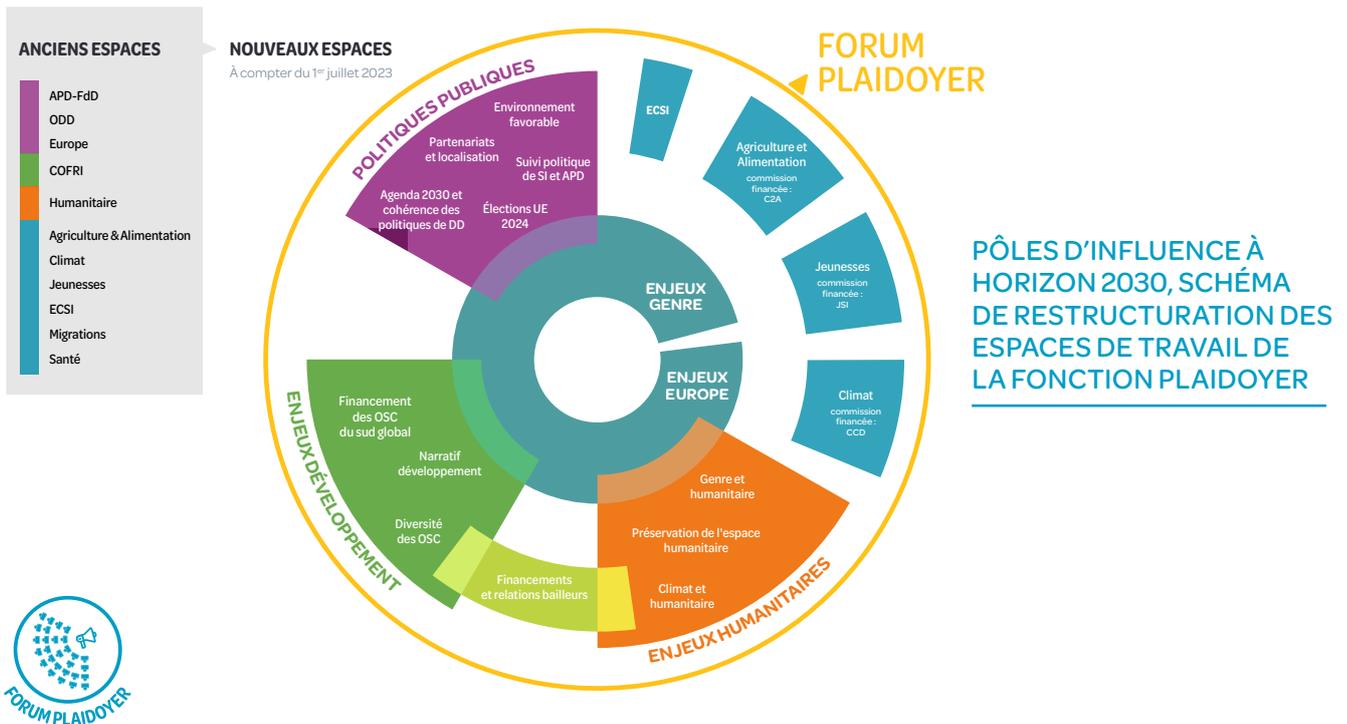
Cette journée a rassemblé 80 personnes, permettant à la fois l'interconnaissance et l'échange sur la diversité des jeunesses, autour des questions d'accessibilité et d'inclusivité des associations et des projets, et également de la participation des jeunes, à travers des ateliers sur la transmission intergénérationnelle ou sur la place de l'éducation populaire dans la solidarité internationale.

6

PLAIDOYER

Photo d'ActionAid France prise à l'occasion d'un vrai-faux défilé de mode à Paris le 19 avril 2023 devant les Halles, pour dénoncer les mauvaises conditions de travail et les conséquences néfastes de la "fast-fashion", et commémorer les 10 ans de l'effondrement meurtrier des usines textiles du Rana Plaza, au Bangladesh. L'action a été filmée et relayée par différents médias, dont le média en ligne Humeco.





Vers une fonction **Plaidoyer renouvelée**

Suite à plusieurs consultations et réflexions participatives menées sur les 12 derniers mois, une recombinaison des espaces collectifs de travail pour la fonction Plaidoyer a été opérée. Elle vise une mise en œuvre plus efficace de la stratégie de plaidoyer *Influencer à l'horizon 2030* de Coordination SUD.

Les pôles d'influence à horizon 2030 de Coordination SUD ont été remodelés, résultat d'une restructuration de la fonction Plaidoyer et d'une évolution des modalités de travail du collectif. La nouvelle organisation concentre les efforts et richesses humaines (membres, instances et secrétariat) sur les sujets identifiés comme les plus importants par et pour le collectif dans son ensemble, et sur lesquels la valeur ajoutée de Coordination SUD est la plus forte, permettant ainsi de capitaliser sur la dynamique inter-commission initiée et développée autour de précédentes grandes séquences : loi d'orientation et de programmation de 2021, présidence française du Conseil de l'UE et élections en 2022, préparation du CICID en 2023, etc.

Focalisée sur trois principaux espaces : Politique Publiques, Enjeux développement et Enjeux humanitaires, cette restructuration répond à la fois à l'aspiration collective de porter de manière plus co-

hérente une diversité de sujets auprès d'une même cible et de ménager des espaces de rencontre et d'échange entre organisations aux sujets d'intérêts communs. En complément, deux groupes de suivi assurent respectivement la transversalisation des questions de genre et la déclinaison des actions au niveau européen.

La réorganisation de la fonction Plaidoyer permet aux membres d'identifier plus facilement des activités concrètes d'analyse et de plaidoyer auxquelles contribuer, facilitant ainsi l'organisation et la modulation de leur investissement auprès des différents espaces. Plus de 300 personnes ont ainsi rejoint les nouveaux espaces collectifs de travail en septembre 2023.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

La diffusion depuis octobre 2023 d'une lettre d'information dédiée à l'actualité de la fonction Plaidoyer. Envoyée toutes les 6 semaines aux membres abonné-es, l'Écho du Plaidoyer présente l'ensemble de l'activité menée ou à venir par les nouveaux espaces collectifs de travail – toutes thématiques confondues.

FAVORISER LES INITIATIVES DES MEMBRES AU SEIN DU COLLECTIF

Dans le cadre de la réforme de la fonction Plaidoyer ont été adoptées de nouvelles modalités offrant la possibilité pour des membres de traiter, en autonomie, des sujets thématiques ou d'importance pour un groupe spécifique d'entre elles comme l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), les enjeux liés à la santé dans les pays en développement, etc.

À noter que le fonctionnement des trois espaces thématiques financés par l'AFD sur un projet dédié : Climat, Jeunes, Agriculture et Alimentation reste inchangé, mais qu'une attention particulière porte sur la coordination entre ceux-ci et les trois principaux pôles d'influence.



Raquel a été photographiée dans le canton de Duran en Équateur le 14 février 2023. Membre du mouvement « Tierra y Vida », elle se bat contre l'accaparement des terres par les multinationales productrices de crevettes, au détriment des rizières locales.

© Adventis / Clément LEFER / ActionAid France



Le sel issu de la production de crevettes va empêcher toute culture. La production diminue. Qu'est-ce que ce paysan va faire de cette terre qui ne produit rien ? Qu'est-ce qui lui reste ?”



Coordination SUD, actrice légitime et centrale en faveur des Objectifs de développement durable

L'année 2023 a été l'occasion de renforcer le positionnement de Coordination SUD comme interlocutrice incontournable sur les objectifs de développement durable en France, notamment dans le cadre de l'élaboration de la revue nationale volontaire de la France sur l'Agenda 2030.

Des partenariats importants ont été noués sur la période avec l'OCDE, Open Diplomacy, l'IDDRI ou encore le réseau des solutions pour le développement durable (SDSN) afin de porter nos priorités concernant l'Agenda 2030. Coordination SUD a d'ailleurs officiellement rejoint le SDSN en tant que membre fin 2023 !

Coordination SUD a intensifié ses échanges avec les pouvoirs publics, notamment le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT), ainsi qu'avec l'Assemblée nationale. Elle participe activement à la « Communauté Agenda 2030 », dirigée par le Commissariat général au développement durable (CGDD) du MTECT, regroupant les diverses organisations françaises impliquées dans l'Agenda 2030.



Travailler dans le groupe Agenda 2030, c'est forcément travailler en transversalité, se rencontrer sur des sujets croisés, car à travers les ODD, tout se trouve lié ! C'est aussi travailler sur les externalités de la France en matière d'impact sur les pays partenaires.”

Carole COUPEZ
Référénte au CA de
Coordination SUD
pour l'Agenda 2030

En 2023, la France devait présenter sa Revue nationale volontaire (RNV) sur les Objectifs de développement durable (ODD) à l'ONU. Grâce à son rôle de co-présidence du Groupe de travail Agenda 2030 du CNDSI et à la coproduction d'un rapport approuvé par le bureau du CNDSI, Coordination SUD a grandement contribué à intégrer les messages du collectif dans la RNV française. De plus, sa participation à un atelier lors d'une conférence soutenue par Open Diplomacy a permis de promouvoir les priorités des organisations membres autour des ODD.

En juillet 2023, lors du Forum Politique de Haut Niveau à New York, la revue nationale volontaire a consacré la « cohérence des politiques pour le développement durable » (CPDD) comme principe essentiel pour l'Agenda 2030 en France. Promue par Coordination SUD, la CPDD désigne l'ensemble des outils et pratiques visant à aligner les politiques publiques sur la totalité des ODD. Dans la suite des échanges sur la RNV, Open Diplomacy a invité Coordination SUD à s'exprimer, aux côtés de personnalités de haut niveau, à la conférence de clôture des Rencontres du développement durable en octobre. L'occasion de réitérer ses messages clés.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

L'adoption par la France d'une revue nationale volontaire reprenant la quasi-totalité des messages du collectif sur les objectifs de développement durable : [À consulter dans le rapport « Agenda 2030 – Agir en faveur de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 à travers la politique étrangère française »](#)



© Gilles Oger / Action Éducation

Anguel participe à un atelier photo mis en place par Action Éducation et Médecins du Monde Bulgarie. Nadejda est un quartier « ghettoisé » de la ville de Sliven. Le projet Power donne la possibilité aux jeunes de Nadejda de se mobiliser et d'agir collectivement autour de problématiques individuelles et/ou collectives, Bulgarie, 2023.



Une forte mobilisation pour le renforcement et la protection de la solidarité internationale

La solidarité internationale a été mise à rude épreuve en 2023. Coordination SUD s'est mobilisée pour appeler à la mise en œuvre et au respect de la loi du 4 août 2021.

L'année a été marquée par l'organisation d'un conseil présidentiel et d'un comité interministériel (CICID) sur la solidarité internationale, ainsi que d'un sommet international sur le financement. Coordination SUD a plaidé pour l'augmentation de l'APD, l'application de la loi, et de nombreux enjeux tels que le financement des OSC, l'égalité de genre, et le financement des services essentiels.

Le collectif a rencontré le cabinet de l'Élysée, de la Première ministre, de la ministre des Affaires étrangères et de la Secrétaire d'État, ainsi que les services du MEAE et de la Direction générale du Trésor. Deux rapports de contribution ont été remis au Ministère. Ce plaidoyer a donné lieu à de nombreux échanges avec des partenaires et Forus international.

Les nouvelles orientations du gouvernement se sont révélées en deçà des engagements de la loi et des demandes des OSC, quasi-absentes des annonces. La séquence s'est conclue avec le report de l'objectif de 0,7 %, initialement prévu pour 2025. Le collectif s'est également mobilisé avec succès pour éviter une baisse de l'APD lors de l'examen du budget par le Parlement.

L'APD VICTIME DE L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE

Les chiffres de l'APD pour 2022 ont confirmé une progression de la France qui y contribue à hauteur de 0,56 % de son revenu national brut, mais demeure à la 10^e place au niveau mondial. Coordination SUD a mis en évidence dans un [commu-](#)



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

Coordination SUD et plus de 50 associations ont adressé à Emmanuel Macron une lettre ouverte lui rappelant l'engagement de la France à augmenter son APD afin d'y contribuer à hauteur de 0,7 % du revenu national brut en 2025. Un cap incontournable pour lutter contre les défis et inégalités mondiales. Il a finalement été repris dans le CICID, mais reporté à plus longue échéance.

[Lettre à lire sur notre site web et sur ceux de Médiapart et L'Humanité.](#)



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

Coordination SUD et la Coalition Eau ont publié en 2023 une étude réalisée par Olivier Blamangin sur la composition de l'APD française et l'impact des prêts et dons. L'étude a conclu au besoin de financer davantage de projets à travers le don, afin d'accroître la solidarité en direction des pays vulnérables et l'accès aux services essentiels.

[Lien vers les conclusions de l'étude.](#)

niqué de presse la hausse imprévue des dépenses liées à la guerre en Ukraine, dont les coûts d'accueil des réfugié-es gonflent le budget de l'APD, sans augmenter les financements en direction des pays en développement.

Plusieurs lignes rouges ont été franchies avec la suspension puis l'arrêt d'une partie de l'APD au Burkina Faso et au Niger, y compris via des projets ONG (cf. page 48 financement OSC) et l'adoption dans la loi « pour contrôler l'immigration » d'amendements visant à conditionner l'APD à la coopération des États tiers pour la « gestion des migrations ». Coordination SUD a dénoncé une mesure contraire aux principes de l'APD et aux droits des personnes migrantes, laquelle sera finalement censurée par le Conseil constitutionnel en 2024. Les chiffres de l'APD pour 2023, publiés en 2024, montrent une nette baisse des financements de -11 % par rapport à 2022, soit 962 millions d'euros.

NOUVELLE STRATÉGIE INTERNATIONALE DE LA FRANCE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

Coordination SUD a participé à l'élaboration de la stratégie 2023-2027 du MEAE pour la société civile, portant plusieurs recommandations clés afin de :

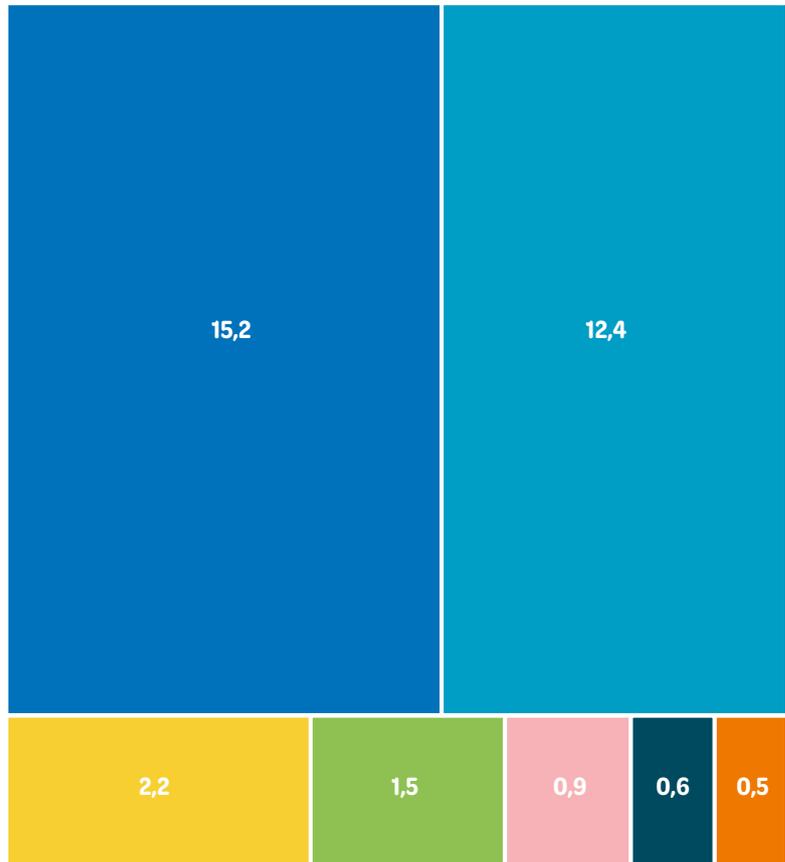
- > Reconnaître les rôles, l'expertise, et la diversité des OSC.
- > Rappeler l'objectif de financement des OSC prévu par la loi du 4 août 2021 sur la solidarité internationale, soit 15 % de l'APD bilatérale, alors que la stratégie retient le chiffre de 11 %.
- > Promouvoir le droit d'initiative des OSC, y compris locales, et l'environnement favorable de la société civile.
- > Dissocier la solidarité internationale de la diplomatie, de la politique économique, militaire, et sécuritaire.



Restitution Stratégie Société civile et engagement citoyen, MEAE, 17 mars, Paris.

COMPOSITION DE L'APD FRANÇAISE EN 2022

Milliards d'euros



■ APD totale ■ Réfugié-es ■ Ukraine
 ■ Dons ■ Étudiant-es
 ■ Prêts ■ Instruments secteur privé



HUMANITAIRE

Conférence nationale humanitaire 2023 : des engagements qui reflètent les recommandations des ONG

Le travail collectif de l'espace Enjeux humanitaires en 2023 s'est concentré sur la préparation de la Conférence nationale humanitaire, muée en événement de lancement de la stratégie humanitaire de la République française.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

La bonne reprise des recommandations de 2022, complétées par celles sur la protection des personnels humanitaires et de santé, la politisation de l'aide, le respect du DIH et l'impact des régimes de sanction en novembre 2023 dans la stratégie humanitaire 2023-2027 de la France. Cette stratégie a été lancée lors de la CNH 2023 ([voir la retransmission de la journée et le programme sur le site du MEAE](#)), organisée en bonne collaboration avec le Centre de Crise et de Soutien et les autres services du MEAE impliqués.

L'espace Enjeux humanitaires de Coordination SUD a porté au cours de l'année 2023 les recommandations développées l'année précédente pour influencer la prochaine stratégie humanitaire de la République française (SHRF). Ces recommandations s'articulaient autour des quatre thématiques prioritaires de la feuille de route 2022-2024 de l'espace collectif de travail : la préservation de l'espace humanitaire, la prise en compte du climat, du genre, et la qualité des financements. Les services du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) mettant en œuvre l'action humanitaire de la France, c'est-à-dire le Centre de Crise et de Soutien (CDCS), la direction des Nations Unies et des organisations internationales (NUOI) et le département Humanité de la Direction générale de la mondialisation (DGM/HUMA) ont développé la stratégie 2023-2027 sans qu'il n'y ait de processus de consultation dédié avec les ONG. Celles-ci ont pu échanger et porter leurs recommandations dans le cadre de la préparation de la Conférence nationale humanitaire (CNH) de 2023.

LA COLLABORATION DES ONG ET DU CDCS POUR L'ORGANISATION DE LA CNH

Les représentantes et représentants de huit organisations humanitaires (Action contre la faim, Care France, la Chaîne de l'Espoir, Handicap International, Médecins du Monde, Première Ur-

gence Internationale, Secours Islamique France, Solidarités International) et du MEAE ont participé au comité d'organisation de la CNH animé par le CDCS qui s'est réuni sept fois entre novembre 2022 et décembre 2023. Ce comité a supervisé et validé les travaux des trois groupes de travail paritaires MEAE-ONG, qui ont préparé des notes de concept et identifié les intervenantes et intervenants pour chacune des trois tables rondes. Les membres de l'espace Enjeux humanitaires de Coordination Sud ont ainsi pu proposer des thématiques et s'investir dans les groupes de travail, ainsi qu'échanger directement avec les services du MEAE sur le contenu de la nouvelle stratégie lancée lors de la CNH.

LES TABLES RONDES SUR LES DÉFIS POUR L'ACTION HUMANITAIRE ET LES MOYENS MOBILISÉS POUR SA MISE EN ŒUVRE

La première table ronde portait sur la prise en compte des facteurs de vulnérabilité aux crises tels que le changement climatique, l'âge, le genre, le handicap ou les situations de déplacements forcés. C'est à travers celle-ci qu'a également été abordé le sujet de la localisation de l'aide. La deuxième table ronde a traité de la promotion et du respect du DIH, notamment sur ses aspects opérationnels pour la préservation de l'accès aux populations affectées par des conflits armés, et sur la perception de neutralité



© Solidarités International

Solidarités International, qui était présente au Soudan avant les événements d'avril 2023, s'est engagée rapidement dans les nouvelles zones de crise, comme le Darfour, l'Est du Tchad et le nord du Soudan du Sud. L'ONG renforce l'accès des populations aux biens et services de base et permet d'adresser leurs besoins vitaux, comme ici à Geneina, où des kits d'hygiène sont distribués.



Ma participation au comité de pilotage pour la Conférence Nationale Humanitaire 2023, m'a permis de porter les recommandations développées par notre collectif en 2022 pour des financements plus efficaces, c'est-à-dire plus flexibles, durables et prévisibles. Je me réjouis que ces demandes aient été entendues et qu'un chantier soit lancé pour renouveler les modalités de financement du Centre de Crises et de Soutien, ce que nous suivrons de manière très rapprochée avec Coordination SUD.”

Hassan EL SAYED Directeur redevabilités et développement des partenariats de Solidarités international

et d'impartialité des ONG, nécessaire à la protection des personnels humanitaires et de santé. La troisième table ronde a abordé la qualité des financements, notamment les tensions entre le besoin de financements flexibles et prévisibles pour garantir une aide efficace et adaptée à l'évolution des contextes d'opération, et celui de redevabilité et de transparence. Les intervenants et intervenantes ont évoqué la nécessité de financer les actions d'anticipation et de préparation pour réduire l'impact des crises sur les populations, ainsi que les problématiques d'accès des organisations locales et nationales aux financements internationaux, en l'occurrence des bailleurs de fonds français.

UNE STRATÉGIE HUMANITAIRE ADAPTÉE AUX DÉFIS IDENTIFIÉS

Le MEAE a annoncé ses engagements inscrits dans la stratégie humanitaire au fil des discussions lors de la CNH, ce qui a permis de faire le lien avec les recommandations portées par les ONG pendant les tables rondes. L'espace Enjeu humanitaires retient notamment :

TRIBUNE POUR UN CESSÉ-LE-FEU À GAZA EN AMONT DE LA CONFÉRENCE DE PARIS

En amont de la conférence humanitaire internationale pour la population civile à Gaza à Paris le 9 novembre, les ONG et Coordination SUD ont publié une tribune appelant la France à s'engager diplomatiquement pour un cessez-le-feu immédiat et durable ainsi que pour le respect du droit international humanitaire (DIH).

- > L'engagement maintenu du Président de la République de dédier 1 milliard d'euros à l'aide humanitaire dès 2025,
- > La volonté d'établir des contrats de financements pluriannuels et flexibles,
- > Des ambitions réhaussées en matière de climat et de prise en compte des enjeux de genre,
- > Un leadership affirmé de la France pour la préservation de l'espace humanitaire, notamment via le fort soutien à l'exemption humanitaire transversale dans les régimes de sanction et aux initiatives de protection des personnels humanitaires et de santé.



© Coordination SUD

Petit-déjeuner parlementaire avec Christian Cambon, Marie-Arlette Carloti, Michelle Gréaume, Sénat, le 15 novembre, Paris.



Financements OSC : entre partenariat institutionnel et instrumentalisation politique

Si l'année 2023 a permis de consacrer le partenariat entre l'AFD et la société civile, des orientations politiques ont conduit à une remise en cause de certains engagements envers les OSC.

Après l'arrêt de l'APD au Mali en 2022, c'est la solidarité internationale envers les populations du Niger et du Burkina Faso qui a été gravement impactée en 2023, la France ayant suspendu son APD, dont les financements OSC, à l'exception des actions humanitaires.

Une décision désastreuse pour les populations locales et les OSC qui étaient engagées. Les contrats de financement ont d'abord été suspendus, puis certains arrêtés, dont des projets d'éducation, d'accès à l'alimentation, à l'eau, et l'assainissement.

Coordination SUD a partagé sa ferme opposition, demandant le maintien de tous les financements OSC, qu'ils soient humanitaires ou développement, en raison de leur extrême nécessité et de leur nécessaire distinction des relations diplo-

matiques de la France. Le collectif a engagé un plaidoyer médiatique et politique, mobilisant plusieurs parlementaires, afin de porter ces messages à l'Assemblée, au Sénat, et auprès du gouvernement.

L'ÉVOLUTION DU PARTENARIAT AFD-OSC

L'AFD a célébré les 15 ans de son partenariat avec les OSC. Le cabinet Kayros a réalisé à cette occasion une évaluation, à laquelle Coordination SUD a participé, autour des enjeux du financement des OSC, du droit d'initiative, de la dimension partenariale, et de la localisation des financements. L'étude note le développement des relations entre l'AFD et les OSC. L'APD transitant par les OSC a doublé entre 2017 et 2022.

Des recommandations ont été formulées en vue du renouvellement de la feuille de route AFD-OSC. Coordination SUD est déterminée à poursuivre les travaux menés avec le MEAE et l'AFD afin d'augmenter le soutien au développement des OSC, de leurs initiatives, et de leurs partenariats. Des objectifs prévus dans la stratégie du MEAE pour la société civile et l'engagement citoyen pour la période 2023-2027. Pour en savoir plus sur le partenariat entre l'État et les OSC, voir page 45.



L'AVANCÉE DU COLLECTIF

Coordination SUD a organisé deux ateliers parlementaires, au Sénat puis à l'Assemblée, afin de mobiliser les parlementaires pour le maintien des financements de la solidarité internationale au Niger et au Burkina Faso. Ces ateliers ont réuni plus d'une dizaine d'élus qui se sont fait les relais des positions de Coordination SUD.



3

NOS FINANCES





Le mot de la trésorière

L'année 2023 présente un volume d'activités de 2,2 millions € et un résultat déficitaire de 2 286 €. Cette année correspond à la première année du projet d'intérêt général 2023-2025 financé par l'Agence française de développement (AFD) et a été marquée par une sous-consommation usuelle en année 1.

EMPLOIS

Les emplois, valorisations comprises, sont en baisse par rapport à 2022 (-15 %) et marqués par les évolutions suivantes :

Une baisse des dépenses d'activité (-59 %) en raison d'un démarrage progressif des activités du nouveau triennal signé avec l'AFD au début de 2023, mais aussi et surtout à la fin du projet lié à la Présidence française de l'Union européenne (EUPP) en 2022 et à la fin - en 2022 également - de l'étude sur les modèles socio-économiques des associations de solidarité internationale (Étude MSE).

Ces emplois se répartissent entre ressources humaines (53 %), dépenses d'activité (31 %) et frais généraux (15 %) ; les dépenses d'activités incluent les valorisations (13 % du total des emplois).

Quasiment toutes les dépenses d'activités de l'année, valorisations comprises, concerne le projet IG-AFD dont un quart sont liées aux activités FRIO. Pour précision, le FRIO, ressources humaines comprises, représente 18 % du total des emplois.

À côté des activités d'appui et de renforcement (27 % du total des emplois hors valorisation, incluant les formations, le FRIO, etc.) se trouvent les activités liées à la vie associative et aux études & prospective de l'OngLAB (10 %) et à celles d'analyse et de plaidoyer (26 %). À noter que près des deux tiers de l'appui aux ONG se font via le dispositif FRIO ; les formations représentant 29 % de l'appui en volume financier.

RESSOURCES

Les ressources, valorisations comprises, également en baisse par rapport à 2022 (-17 %), sont composées :

- > De subventions publiques : première tranche de l'AFD du triennal 2023-2025 et solde du financement européen ;

- > De subventions privées, stables par rapport à 2022 et correspondant à un financement de la Fondation de France (100 K€) et de la fondation du Crédit Coopératif (10 K€) ;
- > Des cotisations des membres, en progression (+4,5 %). Cette progression s'explique par une légère augmentation du barème. Le nombre de membres est resté stable par rapport à 2022, mais certaines associations ont changé de tranche.

L'ensemble des ressources propres de Coordination SUD (+7 % par rapport à 2022), réparti entre cotisations et recettes d'activité, représente un peu plus de 22 % des ressources totales, valorisations comprises.

COMPTE DE RÉSULTAT

En 2023, les produits s'élèvent à 2 506 500 € et les charges à 2 508 786 €. Il se dégage donc un résultat déficitaire à hauteur de 2 286 € pour l'exercice 2023.

BILAN

Le volume du bilan 2023 s'élève à 3 647 K€, en forte hausse par rapport à son niveau 2022. Ce volume s'explique par la signature du contrat de subvention avec l'AFD pour les trois ans 2023-2025 et le versement de la 1ère tranche, expliquant des disponibilités conséquentes par rapport à 2022. En effet, pour rappel, les subventions de l'AFD sont inscrites au passif du bilan en tant que produit constaté d'avance ; la consommation progressive d'année en année diminuant d'autant le passif du bilan, sur la durée du triennal.

AFFECTATION DU RÉSULTAT

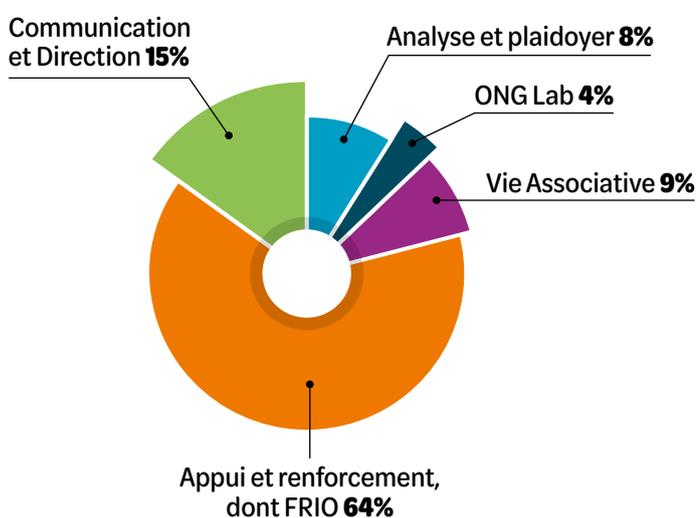
Il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat négatif de 2023 aux fonds propres associatifs en report à nouveau.

Catherine Giboin,
Trésorière Coordination SUD

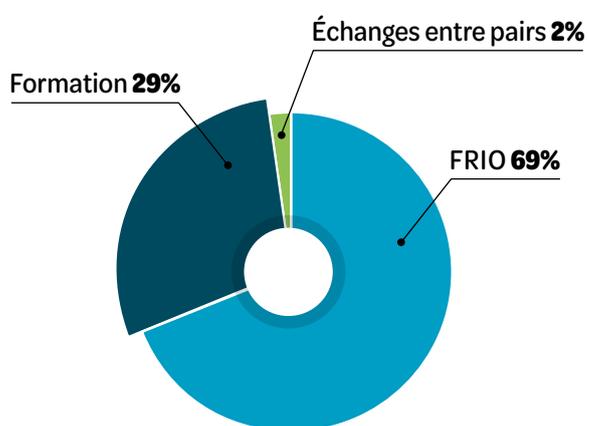


Bolivie : Infirmier en pédiatrie, Valentin a été envoyé en mission de volontariat par la DDC en Bolivie, auprès de la fondation Patino pour apporter un soutien à l'hôpital pédiatrique de Cochabamba et faire des propositions de développement.

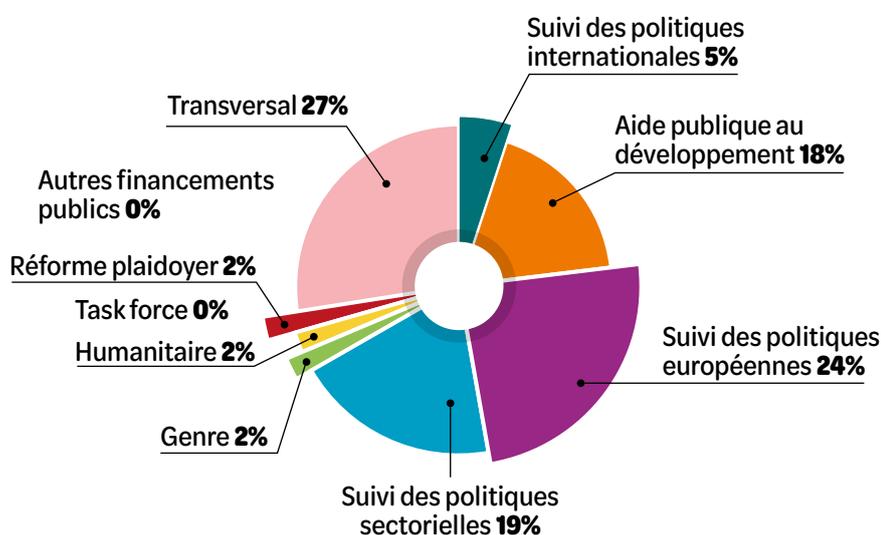
RÉPARTITION DES DÉPENSES D'ACTIVITÉ PAR SECTEUR EN % DE DÉPENSES D'ACTIVITÉ



APPUI ET RENFORCEMENT DES ONG



ANALYSE ET PLAIDOYER



COMPTE EMPLOIS-RESSOURCES Budget Coordination SUD

EMPLOIS EN €	COORDINATION SUD		
	2021	2022	2023
Subventions accordées	366 739 €	187 830 €	173 252 €
Dépenses d'activités	477 082 €	604 264 €	228 303 €
Salaires charges et accessoires de salaires	1 109 691 €	1 174 247 €	1 171 238 €
Frais généraux	214 154 €	250 173 €	334 283 €
Total emplois hors valorisation	2 167 666 €	2 216 514 €	1 907 075 €
Total valorisation	303 932 €	309 901 €	289 444 €
TOTAL EMPLOIS	2 471 598 €	2 526 414 €	2 196 519 €

RESSOURCES EN €	COORDINATION SUD		
	2021	2022	2023
Subventions publiques	1 712 817 €	1 656 235 €	1 293 518 €
Subventions privées	47 289 €	150 000 €	126 214 €
Cotisations des membres	272 812 €	311 987 €	326 756 €
Autres ressources (formation, offres d'emploi, contributions, etc.)	152 255 €	134 990 €	158 303 €
Total ressources hors valorisation	2 185 173 €	2 253 212 €	1 904 790 €
Total valorisation	303 932 €	309 901 €	289 444 €
TOTAL RESSOURCES	2 563 113	2 563 113 €	2 194 233 €
Résultat de l'exercice	17 507 €	36 698 €	-2 286 €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	2021	2022	2023
Rétrocessions (FRIO)	163 730 €	75 656 €	82 148 €
Prestations en nature	66 956 €	80 784 €	106 066 €
Bénévolat	73 247 €	153 461 €	101 230 €
TOTAL PRODUITS	303 932 €	309 901 €	289 444 €
Rétrocessions (FRIO)	163 730 €	75 656 €	82 148 €
Prestations en nature	66 956 €	80 784 €	106 066 €
Bénévolat	73 247 €	153 461 €	101 230 €
TOTAL CHARGES	303 932 €	309 901 €	289 444 €

BILAN

ACTIF	2022 NET	2023 NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Concessions, brevets et droits similaires		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Autres immobilisations corporelles	52 649 €	39 982 €
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Autres titres immobilisés	763 €	763 €
Autres immobilisations financières	25 864 €	25 864 €
ACTIF IMMOBILISÉ	TOTAL	79 276 €
CRÉANCES		
Créances usagers et comptes rattachés	31 383 €	32 238 €
Autres créances	86 424 €	1 855 550 €
Disponibilités	537 644 €	1 650 982 €
Charges constatées d'avance	29 721 €	42 295 €
ACTIF CIRCULANT	TOTAL	685 171 €
TOTAL GÉNÉRAL	764 447 €	3 647 674 €

PASSIF	2022 NET	2023 NET
FONDS PROPRES		
Autres réserves	15 000 €	15 000 €
Report à nouveau	272 811 €	309 510 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	36 698 €	-2 286 €
FONDS PROPRES	TOTAL 1	324 510 €
Fonds dédiés	17 440 €	293 199 €
FONDS DÉDIÉS	TOTAL 2	17 440 €
Provisions pour risques	19 082 €	75 739 €
Provisions pour charges		
PROVISIONS	TOTAL 3	19 082 €
Emprunts et dettes financières divers	6 744 €	6 744 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 653 €	114 868 €
Dettes fiscales et sociales	135 461 €	139 212 €
Autres dettes	88 566 €	107 057 €
Produits constatés d'avance	123 991 €	2 588 631 €
DETTES	TOTAL 4	403 415 €
TOTAL GÉNÉRAL	764 447 €	3 647 674 €

COMPTE DE RÉSULTAT

	2022	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	313 495 €	326 756 €
Production vendue de biens et services	119 219 €	144 161 €
Subventions d'exploitation	1 785 757 €	1 585 491 €
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	259 442 €	311 516 €
Utilisations des fonds dédiés	37 918 €	17 440 €
Autres produits	9 260 €	118 861 €
TOTAL 1	2 525 090 €	2 504 224 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	1 012 473 €	777 975 €
Aides financières	238 520 €	173 259 €
Impôts, taxes et versements assimilés	63 341 €	72 561 €
Salaires et traitements	782 543 €	784 089 €
Charges sociales	328 858 €	326 865 €
Dotations aux amortissements sur immobilisations	27 266 €	15 763 €
Dotations aux provisions	14 924 €	59 669 €
Reports en fonds dédiés	17 440 €	293 199 €
Autres charges	2 446 €	5 004 €
TOTAL 2	2 487 811 €	2 508 385 €
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	37 279 €	-4 160 €
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 058 €	2 275 €
Différences négatives de change	435 €	
TOTAL 3	1 493 €	2 275 €
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Différences négatives de change		
TOTAL 4	0 €	0 €
RÉSULTAT FINANCIER	1 493 €	2 275 €
RÉSULTAT COURANT	38 772 €	-1 885 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	13 464 €	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL 5	13 464 €	0 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 010 €	401 €
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	12 528 €	
TOTAL 6	15 538 €	401 €
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-2 074 €	-401 €
TOTAL DES PRODUITS	2 540 047 €	2 506 500 €
TOTAL DES CHARGES	2 503 349 €	2 508 786 €
EXCÉDENT OU DÉFICIT	36 698 €	-2 286 €

Coordination SUD remercie les partenaires qui l'ont soutenue en 2023



L'Agence française de développement

Le groupe Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance... Ses équipes sont engagées dans 3 600 projets à fort impact social et environnemental dans les Outre-mer français et plus de 160 pays. Elles contribuent ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

>>> www.afd.fr



L'Union européenne

Ensemble, les institutions de l'UE et les gouvernements nationaux constituent le premier donateur mondial d'aide au développement. Ils œuvrent collectivement à promouvoir la bonne gouvernance, à lutter contre la faim et à préserver les ressources naturelles. L'UE fournit une assistance aux pays et aux populations en cas de catastrophe majeure ou d'urgence humanitaire. Chaque année, l'UE fournit de la nourriture, des abris, une protection, des soins de santé et de l'eau potable à plus de 120 millions de victimes de catastrophes et de conflits dans plus de 80 pays.

>>> <https://european-union.europa.eu>



La Fondation de France

Chaque jour, et depuis plus de 50 ans, la Fondation de France accompagne et transforme les envies d'agir en actions d'intérêt général efficaces.

Premier réseau de philanthropie en France, la Fondation de France réunit donateurs, fondateurs, bénévoles et porteurs de projet sur tous les territoires. Sa valeur ajoutée : aider chacun à agir le plus efficacement possible dans les domaines d'intérêt général qui lui tiennent à cœur. Avec l'ambition de construire des solutions utiles, concrètes et durables qui font avancer la société.

>>> www.fondationdefrance.org



Sida

Sida est une agence gouvernementale qui travaille au nom du parlement et du gouvernement suédois, avec pour mission de réduire la pauvreté dans le monde. Par son travail et en coopération avec d'autres, Sida contribue à la mise en œuvre de la Politique suédoise pour le développement mondial (PGU).

Sida met en œuvre la politique de développement suédoise qui vise à permettre aux personnes vivant dans la pauvreté d'améliorer leurs conditions de vie. Une autre partie de sa mission est la coopération en matière de réforme avec l'Europe de l'Est. La troisième partie de sa mission consiste à distribuer de l'aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin.

>>> www.sida.se/en



La Fondation du Crédit coopératif

Engagée sur un programme de 5 ans (2023-2027), la Fondation Crédit Coopératif accompagne des projets d'intérêt général qui contribuent à renforcer l'ESS pour une transition plus juste et solidaire dans ses différents aspects.

En favorisant la coopération entre acteurs, elle privilégie les projets pour lesquels son soutien aura un effet de levier durable capable de se propager, afin d'amplifier l'impact et l'influence de l'ESS sur les transformations de la société.

>>> <https://fondation.credit-cooperatif.coop>

Source : Tous les textes de présentation de cette page sont directement issus des sites web des organisations.



4

Ressources humaines pour la santé au Sud-Soudan. Margret Benneth, Suzan Daniel et Hellen Hadia, étudiantes en dernière année, suivent une formation de sage-femme. Leur école, l'Institut des sciences de la santé de Maridi, dispense une formation médicale aux communautés isolées et mal desservies du Sud-Soudan. Actuellement, 125 étudiants sont inscrits à des cours de sage-femme et de médecine clinique. Parmi eux, 47 sont entièrement parrainés par Amref Health Africa.

ANNEXES

ANNEXE 1

LISTE DES MEMBRES DE COORDINATION SUD

Janvier 2024

179 organisations membres
161 membres actifs et 18 membres associés

Les organisations membres associées sont indiquées en violet.

58 ORGANISATIONS ADHÉRENTES DIRECTES

Action Contre la Faim
Action Santé Mondiale (GHA)
AgirAbcd
Agir ensemble - Safe water cube
Aide et Action
Aides
Amref Flying Doctors
ASAH
Batik International
CARE France
Centre Primo Lévi
CIDR
Coalition Plus
Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)
Commerce Équitable France
Élevages Sans Frontières
Empow'Her
Elevages Sans Frontières
Empow'Her
Engagé-e-s et Déterminé-e-s (E&D)
Ensemble Contre la peine de Mort (ECPM)
Entraide Médicale Internationale (EMI)
Équilibres et Populations
Experts-Solidaires
Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH)
Fondation Abbé Pierre
Fondation Énergies pour le Monde
Fondation GoodPlanet
Fondation WWF France
Groupe URD
Habitat-Cité
ICOSI (ADER-RIED)
Institut Belleville
Initiatives et Changement
Internews International
IRIS
Kynarou
L'Appel
Le Planning Familial
Life Project 4 Youth
Madera
Medair

Médecins du Monde
Observatoire Pharos
Organisation pour la prévention de la cécité (OPC)
Réseau Euromed France(REF)
Samusocial International
Secours Populaire Français
Sidaction
Solidarité Laïque
Solidarité Sida
Terre des hommes
Terre & Humanisme
Tetraktys
Touiza Solidarité
Transparency International France
Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation
UrbaMonde
WECF France
Yes Akadémia

49 CHD - COORDINATION HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT

Acted
Acting for Life
Alima
Aide Médicale et Développement (AMD)
Antenna Technologies France
Apiflordev
Apprentis d'Auteuil
Asmae - Association sœur Emmanuelle
Aviation Sans Frontières
Bioport
CartONG
Clowns Sans Frontières France
Convergences
Ecpat France
Électriciens sans Frontières
EliseCare
Enfants d'Asie
Entrepreneurs du Monde
Fert
Fondation Plan International France
Futur au Présent

Grandir Dignement
 Guilde Européenne du Raid
 Hamap-Humanitaire
 Humatem
 Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD)
 Institut Bioforce
 Ircom
 La Chaîne de l'Espoir
 La Voûte Nubienne
 Les Amis des Enfants du Monde
 LIFE
 L'Œuvre d'Orient
 Ordre de Malte France
 Partage
 Peuples et Montagnes du Mékong
 Planète Enfants & Développement
 Première Urgence Internationale (PUI)
 Rééducateurs solidaires
 Résonances Humanitaires
 Santé Sud
 Secours Islamique France
 Sipar
 Solidarités International
 SOS Villages d'Enfants
 Triangle Génération Humanitaire
 Un Enfant par la Main
 Vision du Monde

11 CLONG-VOLONTARIAT

ATD Quart Monde
 Délégation Catholique
 pour la Coopération (DCC)
 Defap
 Douleurs sans frontières
 Envol Vert
 Fidesco (Organisation catholique de Coopération
 Internationale)
 GREF
 Handicap International - Humanité & Inclusion
 Ifaid Aquitaine
 Service de Coopération
 au Développement (SCD)

7 CNAJEP - COMITÉ NATIONAL DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

Alliance Nationale des YMCA de France
 EEDF (Éclaireuses et Éclaireurs de France)
 EEUDF (Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France)
 Fédération Léo Lagrange
 Les CEMEA
 Scouts et Guides de France
 Starting Block

17 CRID - CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

ActionAid France - Peuples Solidaires
 AGIRabcd
 Agter
 Aide Odontologique Internationale (AOI)
 Centre d'Actions et de Réalisations

Internationales (CARI)
 Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
 CCFD-Terre Solidaire
 Fédération Artisans du Monde
 France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand
 Frères des Hommes
 Ingénieurs sans Frontières
 Max Havelaar
 Oxfam France
 Ritimo
 Secours Catholique-Caritas France
 Sherpa
 SOL - Alternatives Agroécologiques et Solidaires

21 FORIM - FORUM DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ISSUES DES MIGRATIONS

Association des jeunes Guinéens de France (AJGF)
 Association des Marocains de France (AMF)
 Coordination des associations guinéennes de France (CAGF)
 Collectif des associations ghanéennes de France (Caghef)
 Conseil des Béninois de France (CBF)
 Cosim Auvergne Rhône Alpes
 Cosim Bretagne
 Cosim Nouvelle-Aquitaine
 Cosim Occitanie-Pyrénées
 Comité de suivi du Symposium des Sénégalais de l'extérieur
 (CSSSE)
 Femmes et contributions au développement (Fecodev)
 Haut Conseil des Maliens de France (HCMF)
 Migrations & Développement
 Organisation des femmes africaines de la diaspora (Ofad)
 Plateforme des associations congolaises de France (Pacof)
 Plateforme des associations franco-haïtiennes (Pafha)
 Réseau des associations mauritaniennes en Europe (Rame)
 RéCoSol France Europe Afrique
 Union des associations burkinabé de France (UABF)
 Union des femmes comoriennes de France (UFCF)

16 GI - GROUPE INITIATIVES

Agrisud International
 Apdra Pisciculture Paysanne
 Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF)
 CRAterre
 Ciedel
 Essor
 Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités
 (GERES)
 Grdr Migration-Citoyenneté-Développement
 Gret - Professionnels du développement solidaire
 Initiative Développement
 Inter Aide
 Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de
 Développement (Iram)
 Le Partenariat
 SEVES
 Solthis

179 membres

ANNEXE 2

SIGLES & ABRÉVIATIONS

AADH	Alliance des avocats pour les droits de l'Homme
AFD	Agence française de développement
AG	Assemblée générale
AMI	Appel à manifestation d'intention de projets
APD	Aide publique au développement
ASI	Association de solidarité internationale
BAFR	Bulletin sur les actualités des financements et des ressources
C2A	Commission Agriculture et alimentation (Coordination SUD)
CA	Conseil d'administration
CCD	Commission Climat et développement (Coordination SUD)
CDCS	Centre de crise et de soutien (MEAE)
CESE	Conseil économique social et environnemental
CFP	Cadre financier pluriannuel (UE)
CGDD	Commissariat général au développement durable
CHD	Coordination Humanitaire et Développement
CIT	Cadre d'intervention transversal (AFD)
CIS	Cadre d'intervention sectoriel (AFD)
CNSDI	Conseil national du développement et de la solidarité internationale (MEAE)
CNH	Conférence nationale humanitaire
CONCORD	Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement
COFRI	Commission Financement et renforcement institutionnel (Coordination SUD)
COP	Conférence des parties (convention-cadre des Nations unies contre les changements climatiques)
COS	Comité d'orientation stratégique
CSA	Comité pour la sécurité alimentaire (FAO)
CSE	Comité social et économique (instance représentative du personnel)
DOE	Direction des opérations (AFD)
DOS	Document d'orientation stratégique
DEVCO	Direction générale Développement et coopération (UE)
DIH	Droit international humanitaire
DPA-OSC	Département du partenariat avec les organisations de la société civile (AFD)
DGM-CIV	Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
ECSI	Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale
ETP	Emploi équivalent temps-plein
FAO	Food and Agriculture Organization
FISONG	Facilité d'innovation sectorielle pour les ONG (AFD)
FORUS	Forum international des plateformes nationales d'ONG, devenu Forus en septembre 2018

FPHN	Forum politique de haut niveau
FRIO	Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (Coordination SUD)
FSOF	Fonds de soutien aux organisations féministes
FUH	Fonds d'urgence humanitaire (MEAE)
GCH	Groupe de concertation humanitaire (MEAE)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GISA	Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire
HCEfh	Haut conseil à l'égalité femmes-hommes
I-OSC	Dispositif Initiatives OSC (AFD)
IDDRI	Institut du développement durable et des relations internationales
IRIS	Institut de relations internationales et stratégiques
JSI	Commission Jeunesse et solidarité internationale (Coordination SUD)
LBC-FT	Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
LOP-DSLIM	Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale
MADAC	Modèle d'autodiagnostic et d'amélioration continue
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
MTECT	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
NEXUS	Lien urgence-développement
NIONG	Note d'initiative ONG
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ODD	Objectifs de développement durable
ONGLAB	Fonction d'observation de Coordination SUD
OSI	Organisation de solidarité internationale
OSC	Organisation de la société civile
PAC	Politique agricole commune (UE)
PAMOC	Programme d'appui à la mobilisation des ONG sur le climat
PFUE	Présidence française du Conseil de l'Union européenne
PLF	Projet de loi de finances
PSEA	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
RAC-F	Réseau Action Climat
RLH	Réseau logistique humanitaire
RNB	Revenu national brut
RNV	Revue nationale volontaire
RSO	Responsabilité sociétale des organisations
RPS	Risques psychosociaux
RRMA	Réseaux régionaux multi-acteurs
RSS	Renforcement des systèmes de santé
SDSN	Sustainable development solutions network
SHRF	Stratégie humanitaire de la République française
TTF	Taxe sur les transactions financières
VOICE	Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies

Coordination SUD remercie toutes les organisations membres qui ont contribué à ce rapport en mettant à disposition des visuels de leurs activités : ActionAid France, Action Éducation, Amref Health Africa, Commerce équitable France, Électriciens sans frontières, Forim, La DCC, Plan International France, Solidarités International, Un enfant par la main.

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Jérôme Fauré, Coordination SUD

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Marie-Pierre Liénard, Coordination SUD

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Secrétariat exécutif de Coordination SUD

CRÉATION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE

Benjamin Madelainne

IMPRESSION

SIPAP Oudin

CRÉDIT PHOTO COUVERTURE

© Bastian AS – Shutterstock

Juin 2024



Rassembler et agir
pour la solidarité internationale

COORDINATION SUD

14, passage Dubail - 75010 Paris

Tél. 01 44 72 93 72

sud@coordinationsud.org

www.coordinationsud.org

 Coordination SUD |  @coordinationsud

 Coordination SUD |  Coordination SUD